

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2020.

Het recht op de verlenging van de periode van arbeidsonderbreking na de negende week met een bijkomende week overeenkomstig artikel 25, derde lid, van het koninklijk besluit van 16 maart 2001 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht terzijde staan, zoals bepaald vóór de inwerkingtreding van dit besluit blijft van toepassing op het vrouwelijk personeelslid die, op grond van artikel 25, tweede lid, 5°, van het koninklijk besluit van 16 maart 2001 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht terzijde staan zoals bepaald na de inwerkingtreding van dit besluit, niet kan genieten van de verlenging van de postnatale rust, met meer dan vier weken, of meer dan zes weken in geval van de geboorte van een meerling.

Art. 6. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 oktober 2020.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2020.

Le droit à la prolongation de la période d'interruption de travail après la neuvième semaine d'une semaine supplémentaire conformément à l'article 25, alinéa 3, de l'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire, comme déterminé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, reste applicable au membre du personnel féminin qui ne peut pas bénéficier, sur la base de l'article 25, alinéa 2, 5°, de l'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire, comme déterminé après l'entrée en vigueur du présent arrêté, de la prolongation du repos postnatal de plus que quatre semaines, ou de plus que six semaines en cas de naissance multiple.

Art. 6. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 octobre 2020.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2020/204137]

Extrait de l'arrêt n° 126/2020 du 1^{er} octobre 2020

Numéro du rôle : 7246

En cause: le recours en annulation des articles 37, 38, 39, 56 et 63 du décret spécial de la Communauté française du 7 février 2019 « portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française », introduit par l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et L. Lavrysen, des juges J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, J. Moerman, M. Pâques et Y. Kherbache, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite A. Alen, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président F. Daoût, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 août 2019 et parvenue au greffe le 29 août 2019, l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone », assistée et représentée par Me M. Kaiser et Me M. Verdussen, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 37, 38, 39, 56 et 63 du décret spécial de la Communauté française du 7 février 2019 « portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française » (publié au *Moniteur belge* du 7 mars 2019).

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1.1. L'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » (ci-après : le SeGEC) demande l'annulation des articles 37, 38, 39, 56 et 63 du décret spécial de la Communauté française du 7 février 2019 « portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française » (ci-après : le décret spécial du 7 février 2019).

B.1.2. Les articles 37, 38 et 39 du décret spécial du 7 février 2019 disposent :

« Art. 37. WBE bénéficie, outre les moyens et ressources prévus dans des décrets spécifiques, d'une dotation annuelle permettant de couvrir l'ensemble de ses frais de fonctionnement propres et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion.

Art. 38. La dotation visée à l'article 37 est composée des montants suivants :

1° un montant de 10.000.997 euros permettant de couvrir l'ensemble des frais généraux propres à WBE et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion, à l'exception des frais de personnel liés à la mise en œuvre de l'article 63 et du coût des infrastructures administratives de WBE;

2° un montant complémentaire fixé par le Gouvernement correspondant aux coûts salariaux au moment du transfert, majorés de 17 %, des membres du personnel transférés en exécution de l'article 63;

3° au terme des transferts visés au deuxième alinéa de l'article 63, § 2, un montant complémentaire fixé par le Gouvernement pour couvrir le coût des infrastructures administratives de WBE. Ce montant ne peut excéder 2 545 658 euros.

À partir de l'année 2021, le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, ne peut excéder 41.137.500 euros.

À partir de l'année 2020, les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 3° sont liés à la fluctuation de l'indice des prix à la consommation.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, et le montant visé à l'alinéa 2 sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, de l'évolution des barèmes tel que prévu par le statut adapté par le Gouvernement, l'évolution de la charge de retraite des pensions statutaires des OIP, le changement de statut administratif des membres du personnel, tant que le contrat de gestion ne règle pas les modalités d'évolution de la dotation.

Art. 39. § 1^{er}. WBE peut recevoir des dons, legs, les dividendes et recettes, sous quelque forme que ce soit, de personnes physiques ou des personnes morales, le produit de l'aliénation de biens meubles et immeubles, ainsi que percevoir d'autres recettes ou subventions.

§ 2. WBE peut contracter des emprunts pour financer des dépenses en vue de l'acquisition, la location ou l'entretien de biens immobiliers.

La Communauté peut octroyer sa garantie aux emprunts souscrits.

Le contrat de gestion détermine les modalités de conclusion des emprunts.

§ 3. Les établissements et WBE effectuent tous les transferts financiers nécessaires à l'exécution de leurs missions ».

B.1.3. L'article 56 du décret spécial du 7 février 2019 dispose :

« A l'article 18, § 1^{er}, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, les mots ' pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 ' sont remplacés par les mots ' pendant les années 2002 à 2038 ' ».

B.1.4. L'article 63 du même décret dispose :

« § 1^{er}. En vue de l'exercice des compétences de WBE visées à l'article 2, des membres du personnel du Ministère sont transférés à WBE par arrêtés du Gouvernement.

D'initiative à tout moment qu'il juge opportun et au moins une fois par an, le Conseil WBE adopte un rapport déterminant ses besoins en personnel lui permettant d'exercer l'intégralité de ses missions. Les besoins sont notamment estimés au regard de la stratégie de WBE adoptée par le Conseil et des spécificités des établissements. Le rapport précise notamment le nombre et les compétences des personnels requis, à transférer du Ministère parmi les membres du personnel affecté à des missions dans la sphère de compétences de WBE, et la date de leur entrée en fonction à WBE.

Les premiers transferts interviennent le 1^{er} septembre 2019.

Les transferts des membres du Service général du Ministère en charge des infrastructures de WBE et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par Communauté, à l'exception des agents dédiés aux tâches de fixation et de liquidation du traitement, en ce compris la gestion des absences médicales, des personnels directeurs et enseignants, auxiliaire d'éducation, technique, paramédical, social et psychologique de l'enseignement organisé par la Communauté, des agents chargés des affaires transversales et de la coordination pour les missions relevant du pouvoir régulateur, des agents en charge de tâches CAPELO, des agents d'encadrement des tâches relevant des missions du pouvoir régulateur, des agents chargés de l'indatage, du courrier et du classement dans le cadre des missions du pouvoir régulateur, des agents en charge du jury CAP, des agents en charge de la valorisation d'expérience utile et de notoriété pour les personnels des Hautes Ecoles et des Ecoles supérieures des Arts, et des juristes en charge de missions statutaires relevant du pouvoir régulateur, sont réalisés entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2023.

Le Gouvernement est habilité à proroger le délai visé à l'alinéa 4.

Les arrêtés du Gouvernement portant transfert du personnel sont adoptés sur avis conforme du Conseil WBE visé à l'alinéa 2.

Les transferts visés aux alinéas 1^{er} et 4 ne sont pas des nouvelles nominations.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités du transfert des membres du personnel visés au paragraphe 1^{er}.

Ces modalités prévoient notamment que ces membres du personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué [à] exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Le statut juridique de ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur au sein du ministère aussi longtemps que le Gouvernement n'aura pas fait usage de cette compétence.

§ 3. En ce qui concerne l'enseignement obligatoire, au moins nonante pour cent des membres du personnel du Service général du Ministère en charge des infrastructures de WBE et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté transférés sont affectés au niveau zonal ».

Quant à l'intérêt du SeGEC

B.2. Lorsqu'une association sans but lucratif qui n'invoque pas son intérêt personnel agit devant la Cour, il est requis que son but statutaire soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son but; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que ce but n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.3. Wallonie Bruxelles Enseignement (ci-après : WBE) conteste l'intérêt à agir de la partie requérante, considérant en substance que, dès lors que celle-ci n'a pas été associée à l'élaboration des normes attaquées, son but statutaire ne pourrait être affecté directement et défavorablement.

B.4.1. La participation de la partie requérante à l'élaboration du décret spécial du 7 février 2019 ne pouvait avoir lieu, le décret attaqué étant issu d'une proposition de décret. En effet, en application des articles 3 à 6 du décret de la Communauté française du 20 juillet 2006 « relatif à la négociation avec les organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés », le Comité de négociation ne peut être consulté lors de l'adoption d'une proposition de décret.

B.4.2. Les dispositions attaquées ont pour objet d'établir les modes de financement de l'organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française. Elles confèrent des moyens de financement complémentaires à l'enseignement organisé par la Communauté française.

En sa qualité d'organe de représentation et de coordination de l'enseignement catholique reconnu par la Communauté française, la partie requérante a notamment pour but, selon ses statuts, d'aider les pouvoirs organisateurs et les établissements scolaires qu'elle fédère « à remplir leur mission de service public fonctionnel en matière d'éducation et d'enseignement » (article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}). Elle est aussi « le porte-parole des membres adhérents dont elle assume la défense et la promotion, par tout moyen jugé adéquat » (article 3, § 1^{er}, alinéa 2).

La partie requérante est susceptible d'être affectée directement et défavorablement par les dispositions attaquées, qui accordent de nouveaux moyens financiers à une autre catégorie de pouvoirs organisateurs. Il n'est pas nécessaire qu'une éventuelle annulation des dispositions attaquées lui procure un avantage immédiat. La circonstance que la partie requérante obtiendrait une chance que s'améliore la situation des pouvoirs organisateurs qu'elle fédère en vue de les aider à exercer leur mission de service public de l'enseignement suffit à justifier son intérêt à attaquer ces dispositions.

L'exception est rejetée.

Quant au moyen relatif aux articles 37, 38 et 39 du décret spécial du 7 février 2019

B.5. Il ressort des développements du premier moyen que la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité des articles 37, 38 et 39 du décret spécial du 7 février 2019 avec l'article 24, § 4, lu isolément ou en combinaison avec l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution, en ce que ces dispositions feraient naître une différence de traitement injustifiée entre, d'une part, le pouvoir organisateur du réseau d'enseignement de la Communauté française et ses établissements et, d'autre part, les pouvoirs organisateurs et les établissements des réseaux subventionnés.

Les dispositions attaquées réserveraient au seul pouvoir organisateur du réseau d'enseignement de la Communauté française et à ses établissements des moyens financiers qui ne seraient pas justifiés par des différences objectives et légitimes entre l'enseignement organisé par WBE et l'enseignement subventionné et qui seraient disproportionnés, de sorte que l'article 24, § 4, de la Constitution serait violé.

B.6. L'article 24, § 4, de la Constitution dispose :

« Tous les élèves ou étudiants, parents, membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret. La loi et le décret prennent en compte les différences objectives, notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur, qui justifient un traitement approprié ».

B.7. Bien que le traitement égal des établissements d'enseignement constitue le principe, l'article 24, § 4, de la Constitution n'exclut pas un traitement différencié, à la condition que celui-ci soit fondé « sur les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur ». Pour justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, une différence de traitement entre les établissements d'enseignement des réseaux d'enseignement, il ne suffit cependant pas d'indiquer l'existence de différences objectives entre ces établissements. Il doit encore être démontré qu'à l'égard de la matière réglée, la distinction alléguée est pertinente pour justifier raisonnablement une différence de traitement. Par ailleurs, le principe d'égalité en matière d'enseignement ne saurait être dissocié des autres garanties établies par l'article 24 de la Constitution, en particulier la liberté d'enseignement.

B.8. À propos des mécanismes de financement prévus par la première proposition de décret spécial du 7 février 2019, la section de législation du Conseil d'État, se référant à plusieurs arrêts de la Cour, observait :

« Le législateur devra donc être en mesure, compte tenu également du système global de financement de l'enseignement, de démontrer que le financement particulier dont bénéficierait WBE, tel qu'il est prévu par les articles 39 et 40 de la proposition, est justifié par des différences objectives entre l'enseignement organisé par WBE et l'enseignement subventionné » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2018-2019, n° 704/2, p. 18).

B.9.1. Le décret spécial du 7 février 2019 trouve son fondement dans l'article 24, § 2, de la Constitution. Cette disposition habilite l'autorité publique, qui est le pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel, à déléguer ses compétences à un ou plusieurs organes autonomes, par un décret adopté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

B.9.2. Les travaux préparatoires mentionnent :

« La présente proposition de décret met en place une structure publique autonome dotée d'une personnalité juridique distincte chargée de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Elle doit permettre de renforcer WBE en améliorant sa gouvernance, son service aux élèves, ses performances, l'accompagnement et le soutien de ses personnels, en renforçant l'autonomie des chefs d'établissement, tout en garantissant sa neutralité et son caractère public.

La création d'un organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française nécessite notamment la création d'une administration centrale rassemblant les différents services en charge de WBE au sein de l'AGE et du reste du Ministère, la capacité pour cette administration centrale d'assumer en autonomie l'ensemble des services support nécessaires à la gestion de WBE, la création de structures intermédiaires décentralisées au niveau zonal, l'amélioration de la capacité de gestion des bâtiments scolaires de ce pouvoir organisateur, la pérennisation d'un modèle de financement propre à WBE en tant qu'enseignement organisé par la Fédération.

De même, la proposition de décret doit permettre d'effectuer la distinction avec le pouvoir régulateur dans les meilleurs délais. Le choix d'une structure publique autonome dotée d'une personnalité juridique distincte permet à WBE d'acquérir une réelle autonomie en termes de définition de ses orientations stratégiques, de gestion opérationnelle et de choix budgétaires.

WBE, son organe de gestion et son fonctionnaire dirigeant, doivent disposer de l'ensemble des compétences nécessaires afin que l'administration générale de l'enseignement soit en capacité de jouer pleinement son rôle de régulateur du système scolaire.

La création de la structure publique autonome dotée d'une personnalité juridique distincte interviendra en septembre 2019.

Les compétences de WBE comprennent, outre la définition et la gestion du budget, notamment la gestion du patrimoine, la gestion des personnels, la communication, et l'évaluation de ses fonctionnaires généraux.

Compte tenu de l'ampleur des changements à mener et des progrès à réaliser, une capacité forte de pilotage au niveau central est mise en place. Un niveau intermédiaire entre le niveau central et les établissements est développé au niveau des dix zones d'enseignement » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2018-2019, n° 737/1, pp. 4 et 5).

B.9.3. Quant aux articles 37 à 39, attaqués, du décret spécial du 7 février 2019, les travaux préparatoires mentionnent :

« Article 37

Cette disposition prévoit que WBE reçoit une dotation annuelle.

Cette dotation annuelle doit couvrir l'ensemble des frais généraux de l'organisme WBE et non pas des établissements qui en dépendent ou des organismes auxquels il participe (SPABS par exemple), lesquels continuent à être financés selon les dispositions qui leurs sont applicables.

La dotation annuelle doit, en outre, permettre à WBE d'exercer l'ensemble des obligations fixées dans son contrat de gestion.

WBE continue bien entendu de bénéficier par ailleurs des décrets prévoyant l'octroi de moyens ou de ressources pour des motifs spécifiques, comme par exemple le financement des infrastructures scolaires et le financement de conseillers pédagogiques.

Article 38

Cette disposition prévoit ce que comprend la dotation annuelle visée à l'article 37.

La dotation comprend trois parties :

- Premièrement, un montant forfaitaire permettant de couvrir tous les frais généraux de WBE et les obligations du contrat de gestion, à l'exception des frais de personnel résultant des transferts visés à l'article 61 (soit du personnel transféré depuis le Ministère) et du coût des infrastructures administratives de WBE (bâtiments administratifs);

- Deuxièmement, un montant évolutif fixé par le Gouvernement correspondant aux coûts salariaux à la date du transfert des membres du personnel transférés en exécution de l'article 61 majoré de 17 % . La majoration est destinée à couvrir forfaitairement les frais d'équipement, de téléphone, de papier, de mobilité, etc., par membre du personnel. Les 17 % de frais de fonctionnement sont calculés sur la base d'une étude comparative des autres organismes d'intérêt public de la Fédération. Le coût de ce personnel n'est pas repris dans le premier montant forfaitaire parce qu'il est évolutif. En outre, l'alinéa 2 de la disposition prévoit que ce montant est plafonné à partir de l'année 2021.

- Troisièmement, un montant complémentaire fixé par le Gouvernement pour couvrir le coût des infrastructures administratives de WBE, soit les bâtiments administratifs de WBE. Ce coût n'est pas repris dans le premier montant forfaitaire parce que les principaux frais d'infrastructures restent à charge de l'administration tant que la plus grande part des transferts visés à l'article 61 n'est pas effectuée. Durant cette période, comme précisé à l'article 77, la Communauté française met gratuitement à disposition de WBE les locaux nécessaires à l'exercice de ses compétences. Le montant maximal prévu est calculé d'ailleurs en référence aux charges d'infrastructures administratives qui pèsent actuellement sur le budget de la Communauté française pour le personnel considéré.

L'alinéa 3 de la disposition commentée prévoit le mode d'indexation des dotations et plafonds.

La disposition commentée est adoptée à la majorité ordinaire. Elle pourra, donc, être modifiée par le législateur ordinaire dans le respect de la règle générale fixée à l'article 37 qui garantit à WBE qu'il disposera toujours des moyens nécessaires pour couvrir l'ensemble de ses frais de fonctionnement et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion.

Article 39

[...]

Le paragraphe 3 de cette disposition prévoit que des transferts financiers peuvent intervenir entre les établissements et WBE, que ce soit depuis WBE vers les établissements ou depuis les établissements vers WBE. Cela permet à WBE de soutenir les établissements en difficulté et de donner aux établissements les moyens nécessaires à l'exercice des compétences qui leur auraient été déléguées. Cela permet aussi à WBE de disposer des moyens nécessaires à l'organisation de services de supports aux établissements. On pense notamment à la centralisation des achats ou au support lors de la passation de contrats publics » (*ibid.*, pp. 15-16).

B.10.1. La différence de traitement entre le pouvoir organisateur de l'enseignement de la Communauté française et les pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné repose sur un critère objectif. Contrairement à l'enseignement subventionné, qui est chargé d'un service public fonctionnel organisé par un nombre important de pouvoirs organisateurs distincts et autonomes, l'enseignement de la Communauté française relève d'un pouvoir organisateur unique.

Conformément à l'habilitation qui lui est conférée par l'article 24, § 2, de la Constitution, le législateur décréte spécial a pu prendre des dispositions nouvelles relatives à l'organisation du pouvoir organisateur de ce réseau d'enseignement.

La création d'un organisme public autonome chargé d'exercer dorénavant la fonction de pouvoir organisateur pour l'enseignement organisé par la Communauté française participe à cet égard d'un objectif légitime, à savoir distinguer le pouvoir organisateur de l'enseignement dispensé par le réseau officiel de la Communauté française du pouvoir régulateur chargé de mettre en œuvre pour les trois réseaux d'enseignement de la Communauté française les dispositions constitutionnelles qui garantissent la liberté d'enseignement et le droit à l'éducation pour l'ensemble des enseignants, des parents et des élèves.

B.10.2. La partie requérante ne conteste pas que la mise en place de cette nouvelle structure implique l'octroi à WBE de moyens financiers nouveaux, par le décret spécial du 7 février 2019, sous la forme d'une dotation annuelle (article 37) dont les montants sont divisés en trois parties (article 38).

Elle soutient toutefois que les montants affectés à WBE ne seraient pas justifiés au regard du principe d'égalité entre les réseaux et qu'ils seraient susceptibles d'affecter défavorablement les subventions dont le réseau de l'enseignement libre subventionné, notamment, pourrait bénéficier.

La partie requérante dénonce en particulier l'absence de proportionnalité en ce qui concerne le montant de la dotation visé à l'article 38, alinéa 1^{er}, 1^o.

B.11.1. Comme il est dit en B.9.3, la dotation annuelle visée à l'article 37, attaqué, du décret spécial du 7 février 2019 est destinée à financer le fonctionnement et l'organisation de WBE.

Aux termes de l'article 38 attaqué, cette dotation est composée de trois montants.

Le montant de 10 000 997 euros doit permettre de couvrir l'ensemble des frais généraux propres à WBE et d'exécuter l'ensemble des missions fixées dans le contrat de gestion qui doit être mis en place au plus tard le 30 septembre 2020.

Même si le montant susvisé est affecté à WBE avant même la conclusion du contrat de gestion, on ne saurait en déduire, contrairement à ce que soutient la partie requérante, que ce montant profiterait aux établissements de l'enseignement de la Communauté française.

Il résulte notamment des articles 21 et 22 du décret spécial du 7 février 2019, lesquels ne sont pas attaqués par la partie requérante, que devront être créés des mandats nouveaux spécifiques qui n'existaient pas au sein du ministère de la Communauté française. Des fonctions de support qui requerront des recrutements spécifiques devront aussi être créées et financées.

Les transferts financiers prévus à l'article 39, § 3, ne peuvent être qualifiés de dotation que la Communauté française s'accorderait en sa qualité de pouvoir régulateur ou subventionnant au bénéfice d'un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française. Cette disposition vise seulement des transferts financiers que le pouvoir organisateur WBE peut décider vers un ou plusieurs établissements qu'il organise en cette qualité.

B.11.2. Pour le surplus, il n'appartient pas à la Cour d'apprécier si les dotations instaurées par les articles 37 à 39 du décret spécial du 7 février 2019 sont opportunes ou souhaitables. Pour autant que ces mesures ne soient pas disproportionnées au but poursuivi et qu'elles tiennent objectivement compte des besoins en matière de financement de l'enseignement en Communauté française, le choix des modes de financement de WBE relève du pouvoir d'appréciation du législateur décréte.

B.11.3. Enfin, la partie requérante reste en défaut de démontrer comment et en quoi les montants alloués par les articles 37 à 39, attaqués, du décret spécial du 7 février 2019 réduiraient le subventionnement dont les pouvoirs organisateurs qu'elle fédère bénéficient, ou porteraient atteinte à la liberté d'enseignement, telle qu'elle est garantie par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution.

Le premier moyen n'est pas fondé.

Quant au moyen relatif à l'article 56 du décret spécial du 7 février 2019

B.12. Le deuxième moyen est dirigé contre l'article 56, précité, du décret spécial du 7 février 2019. La partie requérante reproche en substance à la disposition attaquée de prolonger de vingt ans le mécanisme dérogatoire prévu à l'article 18 du décret de la Communauté française du 12 juillet 2001 « visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire » (ci-après : le décret du 12 juillet 2001). La partie requérante soutient que cette disposition, qui ne trouverait, selon elle, aucune justification objective et raisonnable, a pour effet que les établissements du réseau d'enseignement de la Communauté française continueront, pour la plupart, à bénéficier d'un financement supérieur de 50 % à celui qui est prévu en application du régime général. Cette disposition violerait l'article 24, § 4, de la Constitution, lu isolément ou en combinaison avec l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution, ainsi qu'avec le principe général de la confiance légitime.

B.13. Les travaux préparatoires de la disposition attaquée mentionnent :

« Cet article reporte de 20 ans la sortie de l'application aux établissements de l'enseignement secondaire ordinaire et aux établissements d'enseignement spécialisé organisés par la Communauté de l'article 18 du décret de la Saint-Boniface.

La sortie pure et simple du mécanisme dérogatoire prévu par l'article 18 du décret précité aurait des conséquences financières très négatives pour une majorité des écoles concernées. Dans un contexte marqué par de nombreuses évolutions législatives liées au Pacte pour un enseignement d'excellence et par les profondes mutations organisationnelles prévues pour le réseau WBE, il convient d'éviter de déstabiliser l'organisation de son offre d'enseignement, d'autant plus au regard de l'importante pression démographique connue actuellement et attendue dans les années à venir. En prolongeant l'application du mécanisme dérogatoire défini par l'article 18, il s'agit de garantir transitoirement la continuité des missions du réseau et des réponses apportées aux besoins sociaux.

Cette disposition est adoptée à la majorité ordinaire » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2018-2019, n° 737/1, p. 18).

B.14.1. L'intervention de la Communauté française dans les frais de fonctionnement des établissements scolaires prend la forme de dotations pour les écoles de WBE et de subventions pour les écoles des autres réseaux d'enseignement.

L'article 1^{er} du décret du 12 juillet 2001 dont le fondement réside dans l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » (ci-après : la loi du 29 mai 1959) consacre un principe général de financement basé sur l'octroi d'une allocation forfaitaire par élève, en distinguant les niveaux, formes et types d'enseignement.

Depuis l'entrée en vigueur du décret précité, ce principe général est assorti d'une dérogation inscrite à l'article 18. Cette disposition prévoit que les dotations fixées par l'article 3 de la loi du 29 mai 1959, telles qu'elles ont été revues en 2001, ne peuvent aboutir à des montants inférieurs à ce qui était alloué en 2001. Cette dérogation fait obstacle à l'application de la règle dite « des 75 % », selon laquelle la Communauté française octroie 75 euros par élève inscrit dans un établissement subventionné, là où elle dépense 100 euros par élève inscrit dans un de ses propres établissements.

Alors que la dérogation prévue à l'article 18 du décret du 12 juillet 2001, qui, au moment de son adoption, était justifiée par la crainte que les établissements de la Communauté française subissent de lourdes pertes financières, avait été conçue comme étant une règle transitoire, pour une période allant de 2002 à 2010, elle a été prolongée une première fois jusqu'en 2014 et une seconde fois jusqu'en 2018.

B.14.2. Même s'il peut être admis que le rétablissement d'une égalité de traitement, lorsqu'il a de lourdes conséquences financières, requière un certain délai, il incombait au législateur décréteur du 7 février 2019 de justifier le maintien, jusqu'en 2038, de l'inégalité de financement entre les établissements organisés par la Communauté française via WBE et les établissements subventionnés par la Communauté française.

Les justifications données dans les travaux préparatoires, rappelées en B.13, ne démontrent pas en quoi la sortie du régime dérogatoire « aurait des conséquences financières très négatives pour une majorité des écoles concernées ». Il n'est pas non plus démontré pourquoi « les nombreuses évolutions liées au Pacte pour un enseignement d'excellence » et « l'importance de la pression démographique attendue dans les années à venir » affecteraient davantage les établissements du réseau communautaire que les établissements subventionnés, dans un contexte d'uniformisation accélérée du fonctionnement de tous les établissements financés par les pouvoirs publics et d'extension des contraintes de gratuité.

Faute d'une justification spécifique quant à la situation de WBE et de ses établissements, la prolongation du mécanisme dérogatoire contenu dans l'article 18 du décret du 12 juillet 2001, réalisée au moyen de l'article 56 attaqué, viole l'article 24, § 4, de la Constitution.

B.15. Le deuxième moyen est fondé. L'article 56 du décret spécial du 7 février 2019 doit être annulé.

B.16. Afin, d'une part, d'éviter que l'annulation de l'article 56 du décret spécial du 7 février 2019 modifie rétroactivement la situation financière des établissements d'enseignement organisés par WBE et mette en péril la continuité de la dispensation de l'enseignement, et, d'autre part, de permettre au législateur décréteur d'adopter de nouvelles règles relatives aux frais de fonctionnement de ces établissements, en conformité avec l'article 24, § 4, de la Constitution, il y a lieu, en application de l'article 8, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, de maintenir les effets de la disposition annulée comme il est indiqué dans le dispositif.

Quant au moyen relatif à l'article 63 du décret spécial du 7 février 2019

B.17. Le troisième moyen est dirigé contre l'article 63 du décret spécial du 7 février 2019. Dans une première branche, la partie requérante critique l'instauration, par la disposition attaquée, d'un droit de tirage permettant à WBE d'obtenir des moyens supplémentaires en personnel, de sorte que l'égalité entre les réseaux d'enseignement serait rompue, sans qu'existe une justification admissible. Dans une seconde branche, elle soutient que la même disposition violerait l'article 24, § 5, lu en combinaison avec l'article 24, § 15, de la Constitution, au motif que la délégation faite par le Gouvernement en matière de transferts de personnels serait excessive et violerait dès lors le principe de la légalité.

B.18. Les travaux préparatoires de la disposition attaquée mentionnent :

« Cette disposition finale organise le transfert de membres du personnel contractuel ou statutaire du Ministère vers WBE.

[...]

Les membres du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles de l'Administration générale de l'Enseignement, à l'exception de membres du personnel dédiés à certaines tâches spécifiques, ne pourront être transférés à WBE qu'entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2023. Le Gouvernement est habilité à proroger ce délai. Ce décalage doit permettre de procéder, d'une part, à une réorganisation préalable de ces services au sein de l'administration et, d'autre part, de procéder à une objectivation des besoins de l'organe public autonome. Ces besoins seront évalués notamment en fonction du développement de nouveaux outils informatiques pour la gestion du personnel et de la création éventuelle d'une régie des bâtiments de la Communauté française. Le Gouvernement procède à ces transferts de manière progressive en accord avec le Conseil WBE qui aura remis préalablement le rapport visé à l'alinéa 2. Pour le surplus, ces transferts seront effectués selon les modalités fixées par le Gouvernement en application du paragraphe 2.

Ces transferts ne sont pas de nouvelles nominations. Ils n'ouvrent pas de nouvelles voies de recours permettant de contester l'engagement, la désignation ou la nomination originaire des membres du personnel transférés.

Le paragraphe 2 de cette disposition prévoit que le Gouvernement détermine la date et les modalités de transfert des membres du personnel, après concertation avec les organisations représentatives du personnel.

Ainsi, le Gouvernement pourrait décider que les transferts de personnel seront progressifs, en fonction des besoins de WBE qui sont susceptibles d'évoluer dans les premiers mois ou années de son fonctionnement.

Le Gouvernement fixe également les règles régissant la procédure de transfert des membres du personnel du Ministère vers WBE. Il pourrait ainsi, par exemple, prévoir que sont d'abord transférés les candidats volontaires et ensuite, au besoin, transférer d'office des membres du personnel. Il pourrait également, par exemple, décider de transférer d'office tous les membres du personnel répondant aux conditions qu'il fixe ou encore prévoir des procédures de sélection des membres du personnel à transférer.

Le Gouvernement dispose donc d'une très grande latitude dans le cadre de la détermination des modalités de transfert des membres du personnel, sous réserve de ce qui concerne les droits acquis des membres du personnel qui doivent être préservés dans les limites suivantes. Le Gouvernement doit prévoir que les membres du personnel sont transférés dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité. Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer leurs fonctions dans leur service d'origine.

Tant que le Gouvernement n'aura pas déterminé les modalités du transfert des membres du personnel sur le plan administratif et pécuniaire, leur statut juridique demeurera régi par les dispositions qui leur étaient applicables au sein du Ministère.

Le paragraphe 3 prévoit que, en ce qui concerne l'enseignement obligatoire, au moins nonante pour cent des membres du personnel transférés sont affectés au niveau zonal. Le personnel concerné est dédié au niveau zonal pour réaliser les missions nécessitant une proximité avec les établissements. En fonction des besoins, il peut être affecté à des missions zonales ou interzonales, nécessitant des synergies. Par conséquent, l'affectation du personnel au niveau zonal ne porte pas préjudice à la possibilité de rassembler dans certaines zones, dans une optique de mutualisation des ressources et des expertises, des agents chargés de jouer le rôle de centre de compétences ou d'appui opérationnel pour la gestion immobilière ou les projets de rénovation et de développement, au profit de plusieurs zones » (*ibid.*, p. 19).

B.19. L'article 24, § 5, de la Constitution dispose :

« L'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la communauté sont réglés par la loi ou le décret ».

Cette disposition traduit la volonté du Constituant de réserver au législateur compétent le soin de régler les éléments essentiels de l'enseignement en ce qui concerne son organisation, sa reconnaissance et son subventionnement. L'article 24, § 5, de la Constitution exige que les compétences déléguées ne portent que sur la mise en œuvre des principes que le législateur décréte à lui-même adoptés. À travers elles, le Gouvernement de communauté ne saurait remédier à l'imprécision de ces principes ni affiner des options insuffisamment détaillées.

B.20. Le transfert d'une partie du personnel du ministère de la Communauté française vers WBE découle de la création, par le décret spécial du 7 février 2019, d'un organisme public autonome dorénavant chargé de la fonction de pouvoir organisateur pour l'enseignement de la Communauté française, à l'exclusion du pouvoir régulateur de l'enseignement en Communauté française.

L'article 63 attaqué prévoit ainsi qu'une partie des membres du ministère de la Communauté française qui ne sera plus chargée de la fonction de pouvoir organisateur peut être transférée à la nouvelle structure qui sera dorénavant chargée de cette fonction.

C'est dans cette perspective que l'article 63 précise les conditions de ce transfert : seul le personnel affecté à des missions relevant des compétences de WBE peut être transféré; les transferts sont exécutés par le Gouvernement à la demande et sur avis conforme du Conseil WBE. Ils ne constituent pas des nouvelles nominations et ils doivent respecter les droits acquis. Enfin, les échéances dans lesquelles doivent intervenir ces transferts sont précisées.

Le troisième moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 56 du décret spécial de la Communauté française du 7 février 2019 « portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française »;

- maintient les effets de la disposition annulée jusqu'à l'entrée en vigueur de nouvelles règles adoptées par le législateur décréte et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022 inclus;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 1^{er} octobre 2020.

Le greffier,
F. Meerschaut

Le président,
F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2020/204137]

Uittreksel uit arrest nr. 126/2020 van 1 oktober 2020

Rolnummer 7246

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 37, 38, 39, 56 en 63 van het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 7 februari 2019 « tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap », ingesteld door de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en L. Lavrysen, de rechters J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, J. Moerman, M. Pâques en Y. Kherbache, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter A. Alen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 augustus 2019 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 augustus 2019, heeft de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. M. Kaiser en Mr. M. Verdussen, advocaten bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 37, 38, 39, 56 en 63 van het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 7 februari 2019 « tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 maart 2019).

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1.1. De vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » (hierna : het SeGEC) vordert de vernietiging van de artikelen 37, 38, 39, 56 en 63 van het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 7 februari 2019 « tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap » (hierna : het bijzonder decreet van 7 februari 2019).

B.1.2. De artikelen 37, 38 en 39 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 bepalen :

« Art. 37. Naast de middelen en geldmiddelen waarin specifieke decreten voorzien, heeft WBE een jaarlijkse toewijzing [lees : dotatie] om al haar bedrijfskosten [lees : werkingskosten] te dekken en om alle verplichtingen uit de beheersovereenkomst na te komen.

Art. 38. De in punt [lees : artikel] 37 bedoelde dotatie bestaat uit de volgende bedragen :

1° een bedrag van 10.000.997 euro om alle algemene uitgaven eigen aan WBE te dekken en om alle verplichtingen die in de beheersovereenkomst zijn vastgelegd te vervullen, met uitzondering van personeelskosten in verband met de implementatie van artikel 63 en de kosten van de administratieve infrastructuur van WBE;

2° een door de Regering vastgesteld aanvullend bedrag overeenkomend met de loonkosten op het tijdstip van de overdracht, vermeerderd met 17 % , van het personeel overgedragen in uitvoering van artikel 63;

3° aan het einde van de in artikel 63, § 2, bedoelde overdrachten, een aanvullend bedrag dat door de Regering is vastgesteld ter dekking van de kosten van de administratieve infrastructuur van WBE. Dit bedrag kan niet hoger zijn dan 2.545.658 euro.

Vanaf het jaar 2021 mag het bedrag genoemd in lid 1, 2°, 41.137.500 euro niet overschrijden.

Vanaf het jaar 2020 zijn de in lid 1, 1° en 3° genoemde bedragen gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Het in lid 1, punt 2°, bedoelde bedrag en het in lid 2 bedoelde bedrag worden gekoppeld aan de ontwikkeling van het indexcijfer van de consumptieprijzen en de ontwikkeling van de barema's zoals bepaald in het statuut aangepast door de Regering, de evolutie van de pensioenkosten van de statutaire pensioenen van de instellingen van openbaar nut, de verandering van het administratieve statuut van de personeelsleden, zolang de beheersovereenkomst niet de nadere regels voor de evolutie van de dotatie regelt.

Art. 39. § 1. WBE kan schenkingen, legaten, dividenden en ontvangsten, in welke vorm dan ook, ontvangen van natuurlijke personen of rechtspersonen, de opbrengsten van de vervreemding van roerende en onroerende goederen, alsmede de ontvangst van andere inkomsten of subsidies.

§ 2. WBE kan geld lenen om uitgaven voor de verwerving, huur of het onderhoud van onroerende goederen te financieren.

De Gemeenschap kan haar garantie verlenen op de aangegane leningen.

De beheersovereenkomst bepaalt de voorwaarden voor het afsluiten van de leningen.

§ 3. De inrichtingen en WBE voeren alle financiële overdrachten uit die nodig zijn voor de uitvoering van hun opdrachten ».

B.1.3. Artikel 56 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 bepaalt :

« In artikel 18, § 1, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, worden de woorden ' tijdens de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 en 2018 ' vervangen door de woorden ' tijdens de jaren 2002 tot 2038 ' ».

B.1.4. Artikel 63 van hetzelfde decreet bepaalt :

« § 1. Met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden van WBE bedoeld in artikel 2 worden de personeelsleden van het Ministerie naar WBE bij besluiten van de Regering overgedragen.

Uit eigen initiatief op elk ogenblik dat hij het gepast acht en ten minste één keer per jaar, neemt de WBE-Raad een verslag aan waarin zijn behoeften aan personeel bepaald worden waarmee hij al zijn opdrachten kan uitvoeren. De behoeften worden inzonderheid geschat in het licht van de door de raad vastgestelde WBE-strategie en de eigenschappen van de instellingen. Het verslag bepaalt in het bijzonder het aantal en de vaardigheden van het vereiste personeel, dat van het ministerie moet worden overgedragen aan [lees : onder] de personeelsleden die toegewezen zijn aan de opdrachten die onder de bevoegdheid van WBE vallen, en de datum van hun indiensttreding bij WBE.

De eerste overdrachten gebeuren op 1 september 2019.

De overdrachten van de leden van de Algemene Dienst van het Ministerie belast met de infrastructuur van WBE en van de Algemene Directie van de personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap, met uitzondering van de personeelsleden die belast zijn met de vaststelling en de vereffening van de wedden, met inbegrip van het beheer van de medische afwezigheden, het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het technisch, paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel van het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap, de personeelsleden belast met de transversale zaken en de coördinatie van de opdrachten behorend tot de regulerende macht, de ambtenaren belast met de CAPELO-taken, de personeelsleden voor de omkadering van de taken behorend tot de opdrachten van de regulerende macht, de personeelsleden belast met het indiceren, de briefwisseling en het klasment in het kader van de opdrachten van de regulerende macht, de personeelsleden belast [met] de CAP-examencommissie, de personeelsleden belast met de waardering van de nuttige ervaring en bekendheid voor de personeelsleden van de Hogescholen en Hogere Kunstschole en de juristen belast met de statutaire opdrachten behorend tot de regulerende macht, gebeuren tussen 1 januari 2021 en 31 december 2023.

De Regering is ertoe gemachtigd om de termijn bedoeld in het vierde lid te verlengen.

De besluiten van de Regering houdende overdracht van het personeel worden aangenomen op eensluidend advies van de WBE-Raad bedoeld in het tweede lid.

De overdrachten bedoeld in het eerste en het vierde lid zijn geen nieuwe benoemingen.

§ 2. De Regering bepaalt de nadere regels voor de overdracht van de personeelsleden bedoeld in paragraaf 1.

Deze nadere regels bepalen inzonderheid dat deze personeelsleden overgedragen worden in hun graad of in een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Ze behouden ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die ze genoten of zouden hebben genoten als ze in hun oorspronkelijke dienst het ambt verder zouden hebben uitgeoefend waarvan ze titularis waren op het ogenblik van hun overdracht.

Het juridisch statuut van deze personeelsleden blijft geregeld door de bepalingen die in het ministerie gelden, zolang de Regering van deze bevoegdheid geen gebruik heeft gemaakt.

§ 3. Wat betreft het leerplichtonderwijs, ten minste negentig procent van de personeelsleden van de Algemene Dienst van het Ministerie belast met de infrastructuur van WBE en van de Algemene Directie van de overgedragen personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden toegewezen op zonaal niveau ».

Ten aanzien van belang van het SeGEC

B.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, voor het Hof optreedt, is vereist dat haar statutair doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.3. Wallonie Bruxelles Enseignement (hierna : WBE) betwist het belang om in rechte te treden van de verzoekende partij en is in essentie van mening dat aangezien laatstgenoemde niet betrokken is geweest bij de totstandkoming van de bestreden normen, haar statutair doel niet rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.4.1. De deelname van de verzoekende partij aan de totstandkoming van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 kon niet plaatsvinden, aangezien het bestreden decreet is voortgekomen uit een voorstel van decreet. Immers, met toepassing van de artikelen 3 tot 6 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2006 « betreffende de onderhandeling met de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra », kan het Onderhandelingscomité niet worden geraadpleegd bij de aanneming van een voorstel van decreet.

B.4.2. De bestreden bepalingen hebben tot doel de financiering vast te stellen voor de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap. Zij kennen bijkomende financiële middelen toe aan het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

In haar hoedanigheid van representatie- en coördinatieorgaan van het door de Franse Gemeenschap erkende katholiek onderwijs, heeft de verzoekende partij, volgens haar statuten, met name tot doel de inrichtende machten en de schoolinrichtingen die zij in een federatie verenigt, te helpen « bij de uitvoering van hun opdracht van functionele openbare dienst op het vlak van opvoeding en onderwijs » (artikel 3, § 1, eerste lid). Zij is ook « de woordvoerder van de aangesloten leden waarbij zij instaat voor de verdediging en de bevordering ervan met elk passend geacht middel » (artikel 3, § 1, tweede lid).

De verzoekende partij kan rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door de bestreden bepalingen, die nieuwe financiële middelen toekennen aan een andere categorie van inrichtende machten. Het is niet noodzakelijk dat een eventuele vernietiging van de bestreden bepalingen haar een onmiddellijk voordeel verschaft. De omstandigheid dat de verzoekende partij een kans zou krijgen dat de situatie van de inrichtende machten die zij in een federatie verenigt, zou verbeteren teneinde hen te helpen hun opdracht van openbare dienst op het vlak van onderwijs te vervullen, volstaat om haar belang bij het vernietigen van die bepalingen te verantwoorden.

De exceptie wordt verworpen.

Ten aanzien van het middel betreffende de artikelen 37, 38 en 39 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019

B.5. Uit de uiteenzetting van het eerste middel blijkt dat het Hof wordt verzocht zich uit te spreken over de bestaanbaarheid van de artikelen 37, 38 en 39 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 met artikel 24, § 4, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 24, § 1, van de Grondwet, doordat die bepalingen een onverantwoord verschil in behandeling zouden doen ontstaan tussen, enerzijds, de inrichtende macht van het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap en haar inrichtingen en, anderzijds, de inrichtende machten en de inrichtingen van de gesubsidieerde netten.

De bestreden bepalingen zouden enkel aan de inrichtende macht van het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap en haar inrichtingen financiële middelen voorbehouden die niet zouden zijn verantwoord door objectieve en legitieme verschillen tussen het onderwijs georganiseerd door WBE en het gesubsidieerde onderwijs, en die onevenredig zouden zijn, zodat artikel 24, § 4, van de Grondwet zou zijn geschonden.

B.6. Artikel 24, § 4, van de Grondwet bepaalt :

« Alle leerlingen of studenten, ouders, personeelsleden en onderwijsinstellingen zijn gelijk voor de wet of het decreet. De wet en het decreet houden rekening met objectieve verschillen, waaronder de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht, die een aangepaste behandeling verantwoorden ».

B.7. Hoewel de gelijke behandeling van onderwijsinstellingen het basisbeginsel is, sluit artikel 24, § 4, van de Grondwet een verschil in behandeling niet uit, op voorwaarde dat dat gegrond is op « de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht ». Om ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie een verschil in behandeling tussen de onderwijsinstellingen van de onderwijsinstellingen te verantwoorden, is het evenwel niet voldoende te wijzen op het bestaan van objectieve verschillen tussen die instellingen. Bovendien moet worden aangetoond dat, ten aanzien van de geregelde aangelegenheid, het aangevoerde onderscheid relevant is om een verschil in behandeling in redelijkheid te verantwoorden. Het gelijkheidsbeginsel inzake onderwijs kan overigens niet los worden gezien van de andere in artikel 24 van de Grondwet vervatte waarborgen, inzonderheid de vrijheid van onderwijs.

B.8. Met betrekking tot de financieringsregeling van WBE zoals die was bepaald in het eerste voorstel van bijzonder decreet van 7 februari 2019, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State, met verwijzing naar verscheidene arresten van het Hof, opgemerkt :

« De decreetgever zal dus in staat moeten zijn, tevens rekening houdend met het globale financieringssysteem van het onderwijs, om aan te tonen dat de bijzondere financiering die WBE zou genieten, zoals bepaald in de artikelen 39 en 40 van het voorstel wordt verantwoord door objectieve verschillen tussen het door WBE georganiseerde onderwijs en het gesubsidieerde onderwijs » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2018-2019, nr. 704/2, p. 17).

B.9.1. Het bijzonder decreet van 7 februari 2019 vindt zijn grondslag in artikel 24, § 2, van de Grondwet. Die bepaling machtigt de overheid, die de inrichtende macht is in het officiële onderwijs, ertoe haar bevoegdheden te delegeren aan een of meer autonome organen, bij een decreet aangenomen met tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

B.9.2. De parlementaire voorbereiding vermeldt :

« Onderhavig voorstel van decreet voert een autonome overheidsstructuur in met een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid, die is belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Zij moet het mogelijk maken WBE te versterken door haar bestuur, haar dienstverlening aan de leerlingen, haar prestaties, de begeleiding en de ondersteuning van haar personeel te verbeteren, door de autonomie van de inrichtingshoofden te verstevigen, en daarbij haar neutraliteit en haar publiek karakter te garanderen.

De oprichting van een publiek orgaan belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap vergt met name de oprichting van een centrale administratie die de verschillende diensten verenigt ten laste van WBE binnen de ' Administration générale de l'Enseignement ' en de rest van het Ministerie, de capaciteit voor dat centrale bestuur om autonoom alle ondersteunende diensten waar te nemen die noodzakelijk zijn voor het beheer van WBE, de oprichting van gedecentraliseerde tussenliggende structuren op zonaal niveau, de verbetering van de beheerscapaciteit van de schoolgebouwen van die inrichtende macht, de bestendinging van een financieringsmodel eigen aan WBE als onderwijs georganiseerd door de Federatie.

Op dezelfde wijze moet het voorstel van decreet zo spoedig mogelijk het mogelijk maken het onderscheid te maken met de regulerende overheid. De keuze van een autonome openbare structuur met een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid stelt de WBE in staat een reële autonomie te verwerven inzake het definiëren van haar strategische richtsnoeren, operationeel beheer en budgettaire keuzes.

WBE, haar beheersorgaan en haar leidinggevende ambtenaar, moeten over alle noodzakelijke bevoegdheden beschikken teneinde het algemeen bestuur van het onderwijs in staat te stellen volledig zijn rol te spelen van regulator van het schoolsysteem.

De oprichting van de autonome overheidsstructuur met afzonderlijke rechtspersoonlijkheid zal plaatsvinden in september 2019.

De bevoegdheden van WBE omvatten, naast de vaststelling en het beheer van de begroting, met name het beheer van vermogen, het personeelsbeheer, de communicatie en de evaluatie van haar ambtenaren-generaal.

Rekening houdend met de omvang van de door te voeren wijzigingen en de te maken vooruitgang, wordt een sterke sturende capaciteit ingericht op centraal niveau. Een tussenliggend niveau tussen het centrale niveau en de inrichtingen wordt ontwikkeld op niveau van de tien onderwijszones » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2018-2019, nr. 737/1, pp. 4 en 5).

B.9.3. Ten aanzien van de bestreden artikelen 37 tot 39 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 vermeldt de parlementaire voorbereiding :

« Artikel 37

Die bepaling stelt dat WBE een jaarlijkse dotatie krijgt. Die jaarlijkse dotatie moet alle algemene kosten dekken van het orgaan WBE en niet van de inrichtingen die ervan afhangen of de organen waarvan zij deel uitmaakt (SPABS bijvoorbeeld) die gefinancierd blijven volgens de erop van toepassing zijnde bepalingen.

Die jaarlijkse dotatie moet bovendien WBE in staat stellen alle verplichtingen te vervullen die zijn vastgesteld in haar beheersovereenkomst.

WBE blijft uiteraard bovendien de toepassing genieten van de decreten die voorzien in de toekenning van middelen of geldmiddelen om specifieke redenen, zoals bijvoorbeeld de financiering van de schoolinfrastructuur en de financiering van pedagogische adviseurs.

Artikel 38

Die bepaling preciseert wat de jaarlijkse dotatie omvat bedoeld in artikel 37.

De dotatie bestaat uit drie delen :

- Ten eerste, een forfaitair bedrag om alle algemene uitgaven eigen aan WBE te dekken en om alle verplichtingen die in de beheersovereenkomst zijn vastgelegd te vervullen, met uitzondering van personeelskosten die voortvloeien uit overdrachten bedoeld in artikel 61 (zijnde het van het Ministerie overgedragen personeel) en van de kosten van de administratieve infrastructuur van WBE (administratieve gebouwen);

- Ten tweede, een door de Regering vastgesteld evolutief bedrag dat overeenstemt met de loonkosten op het tijdstip van de overdracht van de personeelsleden die worden overgedragen ter uitvoering van artikel 61, vermeerderd met 17 %. De vermeerdering is bestemd om forfaitair de kosten te dekken voor uitrusting, telefoon, papier, mobiliteit enz., per personeelslid. De 17 % werkingskosten worden berekend op basis van een vergelijkende studie van andere instellingen van openbaar nut van de Federatie. De kostprijs van dat personeel is niet opgenomen in het eerste forfaitaire bedrag omdat die evolutief is. Bovendien stelt het tweede lid van de bepaling dat dat bedrag vanaf het jaar 2021 geplafonneerd is.

- Ten derde, een door de Regering vastgesteld aanvullend bedrag om de kosten te dekken van de administratieve infrastructuur van WBE, zijnde de administratieve gebouwen van WBE. Die kostprijs is niet opgenomen in het eerste forfaitaire bedrag omdat de voornaamste infrastructuurkosten ten laste blijven van de administratie zolang het grootste deel van de in artikel 61 bedoelde overdrachten niet heeft plaatsgevonden. Tijdens die periode, zoals wordt gepreciseerd in artikel 77, stelt de Franse Gemeenschap gratis de lokalen ter beschikking van WBE die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van haar bevoegdheden. Het bedoelde maximumbedrag wordt overigens berekend met verwijzing naar de lasten van administratieve infrastructuur die thans op de begroting van de Franse Gemeenschap wegen voor het beschouwde personeel.

Het derde lid van de toegelichte bepaling stelt de wijze van indexering vast van de dotaties en de plafonds.

De toegelichte bepaling wordt aangenomen met gewone meerderheid. Ze zal dus kunnen worden gewijzigd door de gewone decreetgever met inachtneming van de algemene regel vastgesteld in artikel 37 die WBE garandeert dat ze steeds over de noodzakelijke middelen zal beschikken om al haar werkingskosten te dekken en alle verplichtingen te vervullen die zijn vastgesteld in de beheersovereenkomst.

Artikel 39

[...]

Paragraaf 3 van die bepaling stelt dat de financiële overdrachten kunnen gebeuren tussen de inrichtingen en WBE, of dat nu vanuit WBE naar de inrichtingen is of vanuit de inrichtingen naar WBE. Dat stelt WBE in staat de inrichtingen in moeilijkheden te ondersteunen en aan de inrichtingen de middelen te geven die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden die hun zouden zijn overgedragen. Dat stelt WBE ook in staat over de noodzakelijke middelen te beschikken voor de organisatie van diensten van ondersteuning aan de inrichtingen. We denken onder meer aan de centralisatie van aankopen of aan de ondersteuning bij de gunning van overheidsopdrachten » (*ibid.*, pp. 15-16).

B.10.1. Het verschil in behandeling tussen de inrichtende macht van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs berust op een objectief criterium. In tegenstelling tot het gesubsidieerd onderwijs, dat is belast met een functionele openbare dienst georganiseerd door een aanzienlijk aantal afzonderlijke en autonome inrichtende machten, valt het onderwijs van de Franse Gemeenschap onder één enkele inrichtende macht.

Overeenkomstig de machtiging die hem werd verleend bij artikel 24, § 2, van de Grondwet, vermocht de bijzondere decreetgever nieuwe bepalingen te nemen in verband met de organisatie van de inrichtende macht van dat onderwijsnet.

De oprichting van een autonome overheidsinstelling belast met het voortaan uitoefenen van de functie van inrichtende macht voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs streeft een wettige doelstelling na, namelijk de inrichtende macht van het door het officiële net van de Franse Gemeenschap verstrekte onderwijs onderscheiden van de regulerende overheid die belast is met de tenuitvoerlegging voor de drie onderwijsnetten in de Franse Gemeenschap van de grondwettelijke bepalingen die de vrijheid van onderwijs en het recht op onderwijs voor alle leerkrachten, ouders en leerlingen waarborgen.

B.10.2. De verzoekende partij betwist niet dat de invoering van die nieuwe structuur de toekenning aan WBE impliceert van nieuwe financiële middelen, bij het bijzonder decreet van 7 februari 2019, in de vorm van een jaarlijkse dotatie (artikel 37) waarvan de bedragen worden onderverdeeld in drie delen (artikel 38).

Zij betoogt echter dat de aan WBE toegewezen bedragen niet verantwoord zouden zijn ten aanzien van het beginsel van gelijkheid tussen de netten en dat zij de subsidies die met name het gesubsidieerd vrij onderwijsnet zou kunnen genieten, ongunstig zouden kunnen raken.

De verzoekende partij klaagt in het bijzonder het gebrek aan evenredigheid aan wat betreft het bedrag van de dotatie bedoeld in artikel 38, eerste lid, 1^o.

B.11.1. Zoals is vermeld in B.9.3 is de jaarlijkse dotatie bedoeld in het bestreden artikel 37 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 bestemd om de werking en de organisatie van WBE te financieren.

Luidens het bestreden artikel 38 is die dotatie samengesteld uit drie bedragen.

Het bedrag van 10 000 997 euro moet het mogelijk maken alle algemene kosten eigen aan WBE te dekken en alle opdrachten uit te voeren die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst, die uiterlijk op 30 september 2020 moet zijn ingevoerd.

Zelfs indien het voormelde bedrag wordt toegewezen aan WBE vóór het sluiten van de beheersovereenkomst, kan daaruit niet worden afgeleid, in tegenstelling tot wat de verzoekende partij betoogt, dat dit bedrag ten goede zou kunnen komen aan de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap.

Uit de artikelen 21 en 22 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019, die niet door de verzoekende partij worden bestreden, volgt onder meer dat specifieke nieuwe mandaten in het leven zullen moeten worden geroepen die voordien niet bestonden in het ministerie van de Franse Gemeenschap. Ondersteunende functies die specifieke aanwervingen zullen vereisen, zullen ook in het leven moeten worden geroepen en gefinancierd.

De in artikel 39, § 3, bedoelde financiële overdrachten kunnen niet worden gekwalificeerd als een dotatie die de Franse Gemeenschap zich zou toekennen in haar hoedanigheid van regulerende of subsidiërende overheid ten gunste van een onderwijsinrichting die wordt georganiseerd door de Franse Gemeenschap. Die bepaling beoogt enkel financiële overdrachten, waarover de inrichtende macht WBE kan beslissen, naar een of meer inrichtingen die zij in die hoedanigheid organiseert.

B.11.2. Voor het overige staat het niet aan het Hof te oordelen of de bij de artikelen 37 tot 39 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 ingevoerde dotaties opportuun of wenselijk zijn. Voor zover die maatregelen niet onevenredig zijn met de nagestreefde doelstelling en zij objectief rekening houden met de behoeften inzake de financiering van het onderwijs in de Franse Gemeenschap, valt de keuze van de financieringswijze van de WBE onder de beoordelingsbevoegdheid van de decreetgever.

B.11.3. Ten slotte toont de verzoekende partij niet aan hoe en waarom de bij de artikelen 37 tot 39 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 toegewezen bedragen de subsidiering zouden verminderen die de inrichtende machten die zij in een federatie verenigt, genieten of afbreuk zouden doen aan de vrijheid van onderwijs, zoals die wordt gewaarborgd bij artikel 24, § 1, van de Grondwet.

Het eerste middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het middel in verband met artikel 56 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019

B.12. Het tweede middel is gericht tegen het voormelde artikel 56 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019. De verzoekende partij verwijt de bestreden bepaling in essentie dat ze het afwijkende mechanisme bedoeld in artikel 18 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 2001 « waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd » (hierna : het decreet van 12 juli 2001) met twintig jaar verlengt. De verzoekende partij betoogt dat die bepaling, die volgens haar niet zou steunen op een objectieve en redelijke verantwoording, tot gevolg heeft dat de meeste inrichtingen behorend tot het gemeenschapsnet van de Franse Gemeenschap een financiering blijven genieten die 50 % meer bedraagt dan diegene die is voorzien met toepassing van de algemene regeling. Die bepaling zou artikel 24, § 4, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 24, § 1, ervan en met het algemeen beginsel van gewettigd vertrouwen, schenden.

B.13. De parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling vermeldt :

« Dat artikel stelt de uitstap uit de toepassing van artikel 18 van het decreet van Sint-Bonifatius op de inrichtingen van het gewoon secundair onderwijs en de inrichtingen van het bijzonder onderwijs die door de Gemeenschap worden georganiseerd met twintig jaar uit.

De loutere uitstap uit het afwijkend mechanisme bedoeld in artikel 18 van het voormelde decreet zou zeer negatieve financiële gevolgen hebben voor een meerderheid van de betrokken scholen. In een context die wordt gekenmerkt door talrijke evoluties op wetgevend vlak die verbonden zijn met het ' Pacte pour un enseignement d'excellence ' en door grondige organisatorische wijzigingen waarin is voorzien voor het WBE-net, dient de destabilisatie van de organisatie van haar onderwijsaanbod te worden vermeden, des te meer gelet op de thans gekende en in de komende jaren verwachte aanzienlijke demografische druk. Door de toepassing van het in artikel 18 gedefinieerde afwijkend mechanisme te verlengen, gaat het erom tijdelijk de continuïteit te garanderen van de opdrachten van het net en van de aan de sociale behoeften gegeven antwoorden.

Die bepaling wordt aangenomen met gewone meerderheid » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2018-2019, nr. 737/1, p. 18).

B.14.1. De tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de werkingskosten van schoolinrichtingen neemt de vorm aan van dotaties voor de scholen die WBE organiseert en van subsidies voor de scholen van de andere onderwijsnetten.

Artikel 1 van het decreet van 12 juli 2001 dat zijn rechtsgrond vindt in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 « tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving » (hierna : de wet van 29 mei 1959) verankert een algemeen financieringsbeginsel gebaseerd op de toekenning van een forfaitaire toelage per leerling waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de niveaus, vormen en types van onderwijs.

Sinds de inwerkingtreding van het voormelde decreet is dat algemene beginsel gepaard gegaan met een afwijking vervat in artikel 18. Die bepaling stelt dat de dotaties vastgesteld in artikel 3 van de wet van 29 mei 1959, zoals ze werden herzien in 2001, niet tot lagere bedragen kunnen leiden dan diegene die werden toegekend in 2001. Die afwijking verhindert de toepassing van de zogenoemde « 75 % » regel volgens welke de Franse Gemeenschap 75 euro toekent per leerling ingeschreven in het gesubsidieerde onderwijs, daar waar ze 100 euro uitgeeft per leerling die is ingeschreven in een van haar eigen inrichtingen.

Terwijl de in artikel 18 van het decreet van 12 juli 2001 bedoelde afwijking, die op het ogenblik van de aanneming van dat decreet verantwoord was door de vrees dat de inrichtingen van de Franse Gemeenschap zware financiële verliezen zouden lijden, aanvankelijk was opgevat als een overgangsregel voor een periode van 2002 tot 2010, werd zij nadien een eerste maal verlengd tot in 2014 en een tweede maal tot in 2018.

B.14.2. Ook al kan worden aangenomen dat het herstel van een gelijke behandeling, wanneer dat zware financiële gevolgen heeft, een zekere termijn vereist, komt het de decreetgever toe de handhaving, tot in 2038, van de ongelijke financiering tussen de door de Gemeenschap, via WBE, georganiseerde inrichtingen en de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen te verantwoorden.

De in de parlementaire voorbereiding gegeven verantwoording die in herinnering is gebracht in B.13 toont niet aan hoe de uitstap uit de afwijkende regeling « zeer negatieve financiële gevolgen zou hebben voor een meerderheid van de betrokken scholen ». Er wordt evenmin aangetoond waarom « talrijke evoluties verbonden met het ' Pacte pour un enseignement d'excellence ' » en « de in de komende jaren verwachte aanzienlijke demografische druk » de inrichtingen van het gemeenschapsnet meer zouden raken dan de gesubsidieerde inrichtingen, in een context waarin de werking van alle door de overheid gefinancierde en gesubsidieerde inrichtingen versneld wordt geüniformiseerd en waarin de verplichtingen van kosteloosheid worden uitgebreid.

Bij gebrek aan een specifieke verantwoording in verband met de situatie van WBE en haar inrichtingen, schendt de met het bestreden artikel 56 gerealiseerde verlenging van het in artikel 18 van het decreet van 12 juli 2001 vervatte afwijkingsmechanisme, artikel 24, § 4, van de Grondwet.

B.15. Het tweede middel is gegrond. Artikel 56 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 moet worden vernietigd.

B.16. Om te voorkomen dat de vernietiging van artikel 56 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 de financiële situatie van de door WBE georganiseerde onderwijsinrichtingen met terugwerkende kracht zou wijzigen en de continuïteit van de onderwijsverstrekking in het gedrang zou brengen, enerzijds, en om de decreetgever de mogelijkheid te bieden nieuwe regels aan te nemen met betrekking tot de werkingskosten van die inrichtingen in overeenstemming met artikel 24, § 4 van de Grondwet, anderzijds, dienen de gevolgen van de vernietigde bepaling, met toepassing van artikel 8, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, te worden gehandhaafd zoals aangegeven in het dictum.

Ten aanzien van het middel in verband met artikel 63 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019

B.17. Het derde middel is gericht tegen artikel 63 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019. In een eerste onderdeel bekritiseert de verzoekende partij de invoering, bij de bestreden bepaling, van een trekkingsrecht dat WBE in staat stelt bijkomende middelen inzake personeel te verkrijgen, waardoor de gelijkheid tussen de onderwijsnetten verbroken zou worden zonder dat daarvoor een toelaatbare verantwoording bestaat. In een tweede onderdeel betoogt zij dat dezelfde bepaling artikel 24, § 5, in samenhang gelezen met artikel 24, § 15, van de Grondwet zou schenden, om reden dat de delegatie aan de Regering inzake de overdrachten van personeel buitensporig zou zijn en bijgevolg het wettigheidsbeginsel zou schenden.

B.18. De parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling vermeldt :

« Die slotbepaling organiseert de overdracht van contractuele of statutaire personeelsleden van het Ministerie naar WBE.

[...]

De leden van de Algemene Dienst van het Onderwijs georganiseerd door de ' Fédération Wallonie Bruxelles ' en van de Algemene Directie van de Personeelsleden van het Onderwijs georganiseerd door de ' Administration générale de l'Enseignement ' van de ' Fédération Wallonie-Bruxelles ', met uitzondering van de personeelsleden die belast zijn met bepaalde specifieke taken, zullen pas naar WBE kunnen worden overgeheveld tussen 1 januari 2021 en 31 december 2023. De Regering is ertoe gemachtigd die termijn te verlengen. Die verschuiving moet het mogelijk maken om, enerzijds, over te gaan tot een voorafgaande reorganisatie van die diensten binnen de administratie en, anderzijds, over te gaan tot een objectivering van de behoeften van het autonome overheidsorgaan. Die behoeften zullen met name worden geëvalueerd op basis van de ontwikkeling van nieuwe informaticatools voor het personeelsbeheer en de eventuele oprichting van een regie der gebouwen van de Franse Gemeenschap. De Regering gaat geleidelijk aan over tot die overdrachten met instemming van de WBE-Raad die voorafgaandelijk het in de tweede alinea bedoelde verslag zal hebben overhandigd. Voor het overige worden die overdrachten uitgevoerd volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels met toepassing van paragraaf 2.

Die overdrachten zijn geen nieuwe benoemingen. Zij openen geen nieuwe rechtsmiddelen aan de hand waarvan de aanwerving, de aanwijzing of de oorspronkelijke benoeming van de overgedragen personeelsleden kunnen worden betwist.

Paragraaf 2 van die bepaling stelt dat de Regering de datum en de nadere regels voor de overdracht van de personeelsleden vaststelt, na overleg met de representatieve organisaties van het personeel.

Aldus zou de Regering kunnen beslissen dat het personeel geleidelijk aan zal worden overgedragen, naar gelang van de behoeften van WBE die in de eerste maanden of jaren van haar werking kunnen evolueren.

De Regering stelt ook de regels vast die van toepassing zijn op de procedure van overdracht van de personeelsleden van het Ministerie naar WBE. Zij zou aldus bijvoorbeeld kunnen bepalen dat de vrijwillige kandidaten eerst worden overgedragen en vervolgens, zo nodig, personeelsleden ambtshalve overdragen. Ze kan bijvoorbeeld ook beslissen om alle personeelsleden ambtshalve over te dragen die beantwoorden aan de door haar vastgestelde voorwaarden of nog voorzien in selectieprocedures voor de over te dragen personeelsleden.

De Regering beschikt dus over een zeer grote vrijheid bij de vaststelling van de nadere regels voor overdracht van de personeelsleden, onder voorbehoud van wat betreft de verworven rechten van de personeelsleden die moeten worden gevrijwaard binnen de volgende perken. De Regering moet erin voorzien dat alle personeelsleden worden overgedragen in hun graad of in een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid. Ze behouden tenminste de bezoldiging en anciënniteit die ze genoten of zouden hebben genoten indien ze in hun oorspronkelijke dienst hun ambt verder zouden hebben uitgeoefend.

Zolang de Regering niet de nadere regels voor overdracht van de personeelsleden zal hebben vastgesteld op administratief en geldelijk vlak, zal hun juridisch statuut geregeld blijven door de bepalingen die in het Ministerie op hen van toepassing waren.

Paragraaf 3 bepaalt dat, wat betreft het leerplichtonderwijs, ten minste 90 % van de overgedragen personeelsleden worden ingezet op zonaal niveau. Het betrokken personeel wordt toegewezen op zonaal niveau om opdrachten uit te voeren die een nabijheid met de inrichtingen vereisen. Op basis van de behoeften kan dat personeel worden ingezet voor zonale of interzonale opdrachten, die samenwerkingsverbanden vereisen. Bijgevolg doet de toewijzing van het personeel aan het zonaal niveau geen afbreuk aan de mogelijkheid om in bepaalde zones, in een optiek van bundeling van de middelen en de deskundigheid, personeelsleden bijeen te brengen die belast zijn met de rol van competentiecentrum of operationele ondersteuning voor het beheer van het vastgoed of de projecten van vernieuwing en ontwikkeling ten voordele van meerdere zones » (*ibid.*, p. 19).

B.19. Artikel 24, § 5, van de Grondwet bepaalt :

« De inrichting, erkenning of subsidiëring van het onderwijs door de gemeenschap wordt geregeld door de wet of het decreet ».

Die bepaling vertaalt de wil van de Grondwetgever om aan de bevoegde wetgever de zorg voor te behouden om de essentiële elementen van het onderwijs te regelen wat betreft de inrichting, de erkenning en de subsidiëring ervan. Artikel 24, § 5, van de Grondwet vereist dat de gedelegeerde bevoegdheden enkel betrekking hebben op de nadere uitwerking van de principes die de decreetgever zelf heeft aangenomen. Via die bevoegdheden kan de Gemeenschapsregering niet de onnauwkeurigheid van die principes verhelpen noch onvoldoende gedetailleerde opties verfijnen.

B.20. De overdracht van een deel van het personeel van het ministerie van de Franse Gemeenschap naar WBE vloeit voort uit de oprichting, bij het bijzonder decreet van 7 februari 2019, van een autonome overheidsinstelling die voortaan is belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, met uitsluiting van de regulerende bevoegdheid inzake onderwijs in de Franse Gemeenschap.

Het bestreden artikel 63 bepaalt aldus dat een deel van de leden van het ministerie van de Franse Gemeenschap dat niet langer belast zal zijn met het ambt van inrichtende macht kan worden overgedragen naar de nieuwe structuur die voortaan met dat ambt zal zijn belast.

Het is in dat perspectief dat artikel 63 de voorwaarden voor die overdracht preciseert : enkel de personeelsleden die toegewezen zijn aan de opdrachten die onder de bevoegdheid vallen van WBE kunnen worden overgedragen; de overdrachten worden door de Regering uitgevoerd op verzoek en op eensluidend advies van de WBE-Raad. Zij vormen geen nieuwe benoemingen en zij moeten de verworven rechten in acht nemen. Ten slotte worden de termijnen gepreciseerd waarin die overdrachten moeten gebeuren.

Het derde middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 56 van het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 7 februari 2019 « tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap »;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling tot de inwerkingtreding van een nieuwe door de decreetgever aangenomen regeling en uiterlijk tot en met 31 december 2022;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 1 oktober 2020.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2020/204137]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 126/2020 vom 1. Oktober 2020

Geschäftsverzeichnisnummer 7246

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 37, 38, 39, 56 und 63 des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. Februar 2019 « zur Schaffung der mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragten öffentlichen Einrichtung », erhoben von der VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und L. Lavrysen, den Richtern J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, J. Moerman, M. Pâques und Y. Kherbache, und dem emeritierten Präsidenten A. Alen gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 28. August 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. August 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens », unterstützt und vertreten durch RA M. Kaiser und M. Verdussen, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 37, 38, 39, 56 und 63 des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. Februar 2019 « zur Schaffung der mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragten öffentlichen Einrichtung » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. März 2019).

(…)

II. Rechtliche Würdigung

(…)

B.1.1. Die VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens » (nachstehend: SKU) beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 37, 38, 39, 56 und 63 des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. Februar 2019 « zur Schaffung der mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragten öffentlichen Einrichtung » (nachstehend: Sonderdekret vom 7. Februar 2019).

B.1.2. Die Artikel 37, 38 und 38 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 bestimmen:

« Art. 37. WBE bénéficie, outre les moyens et ressources prévus dans des décrets spécifiques, d'une dotation annuelle permettant de couvrir l'ensemble de ses frais de fonctionnement propres et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion.

Art. 38. La dotation visée à l'article 37 est composée des montants suivants :

1° un montant de 10.000.997 euros permettant de couvrir l'ensemble des frais généraux propres à WBE et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion, à l'exception des frais de personnel liés à la mise en œuvre de l'article 63 et du coût des infrastructures administratives de WBE;

2° un montant complémentaire fixé par le Gouvernement correspondant aux coûts salariaux au moment du transfert, majorés de 17 % , des membres du personnel transférés en exécution de l'article 63;

3° au terme des transferts visés au deuxième alinéa de l'article 63, § 2, un montant complémentaire fixé par le Gouvernement pour couvrir le coût des infrastructures administratives de WBE. Ce montant ne peut excéder 2 545 658 euros.

À partir de l'année 2021, le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, ne peut excéder 41.137.500 euros.

À partir de l'année 2020, les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 3° sont liés à la fluctuation de l'indice des prix à la consommation.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, et le montant visé à l'alinéa 2 sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, de l'évolution des barèmes tel que prévu par le statut adapté par le Gouvernement, l'évolution de la charge de retraite des pensions statutaires des OIP, le changement de statut administratif des membres du personnel, tant que le contrat de gestion ne règle pas les modalités d'évolution de la dotation.

Art. 39. § 1^{er}. WBE peut recevoir des dons, legs, les dividendes et recettes, sous quelque forme que ce soit, de personnes physiques ou des personnes morales, le produit de l'aliénation de biens meubles et immeubles, ainsi que percevoir d'autres recettes ou subventions.

§ 2. WBE peut contracter des emprunts pour financer des dépenses en vue de l'acquisition, la location ou l'entretien de biens immobiliers.

La Communauté peut octroyer sa garantie aux emprunts souscrits.

Le contrat de gestion détermine les modalités de conclusion des emprunts.

§ 3. Les établissements et WBE effectuent tous les transferts financiers nécessaires à l'exécution de leurs missions ».

B.1.3. Artikel 56 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 bestimmt:

« A l'article 18, § 1^{er}, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, les mots ' pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 ' sont remplacés par les mots ' pendant les années 2002 à 2038 ' ».

B.1.4. Artikel 63 desselben Dekret bestimmt:

« § 1^{er}. En vue de l'exercice des compétences de WBE visées à l'article 2, des membres du personnel du Ministère sont transférés à WBE par arrêtés du Gouvernement.

D'initiative à tout moment qu'il juge opportun et au moins une fois par an, le Conseil WBE adopte un rapport déterminant ses besoins en personnel lui permettant d'exercer l'intégralité de ses missions. Les besoins sont notamment estimés au regard de la stratégie de WBE adoptée par le Conseil et des spécificités des établissements. Le rapport précise notamment le nombre et les compétences des personnels requis, à transférer du Ministère parmi les membres du personnel affecté à des missions dans la sphère de compétences de WBE, et la date de leur entrée en fonction à WBE.

Les premiers transferts interviennent le 1^{er} septembre 2019.

Les transferts des membres du Service général du Ministère en charge des infrastructures de WBE et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par Communauté, à l'exception des agents dédiés aux tâches de fixation et de liquidation du traitement, en ce compris la gestion des absences médicales, des personnels directeurs et enseignants, auxiliaire d'éducation, technique, paramédical, social et psychologique de l'enseignement organisé par la

Communauté, des agents chargés des affaires transversales et de la coordination pour les missions relevant du pouvoir régulateur, des agents en charge de tâches CAPELO, des agents d'encadrement des tâches relevant des missions du pouvoir régulateur, des agents chargés de l'indicatage, du courrier et du classement dans le cadre des missions du pouvoir régulateur, des agents en charge du Jury CAP, des agents en charge de la valorisation d'expérience utile et de notoriété pour les personnels des Hautes Ecoles et des Ecoles supérieures des Arts, et des juristes en charge de missions statutaires relevant du pouvoir régulateur, sont réalisés entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2023.

Le Gouvernement est habilité à proroger le délai visé à l'alinéa 4.

Les arrêtés du Gouvernement portant transfert du personnel sont adoptés sur avis conforme du Conseil WBE visé à l'alinéa 2.

Les transferts visés aux alinéas 1^{er} et 4 ne sont pas des nouvelles nominations.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités du transfert des membres du personnel visés au paragraphe 1^{er}.

Ces modalités prévoient notamment que ces membres du personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué [à] exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Le statut juridique de ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur au sein du ministère aussi longtemps que le Gouvernement n'aura pas fait usage de cette compétence.

§ 3. En ce qui concerne l'enseignement obligatoire, au moins nonante pour cent des membres du personnel du Service général du Ministère en charge des infrastructures de WBE et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté transférés sont affectés au niveau zonal ».

In Bezug auf das Interesse des SKU

B.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die sich nicht auf ihr persönliches Interesse beruft, vor dem Gerichtshof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr satzungsmäßiger Zweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm ihren Zweck beeinträchtigen kann und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Zweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.3. Wallonie Bruxelles Enseignement (nachstehend: WBE) stellt das Interesse der klagenden Partei an der Klageerhebung in Abrede, weil WBE im Wesentlichen der Auffassung ist, dass ihr Satzungszweck nicht unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte, weil die klagende Partei nicht an der Ausarbeitung der angefochtenen Normen beteiligt gewesen sei.

B.4.1. Die Beteiligung der klagenden Partei an der Ausarbeitung des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 konnte nicht erfolgen, da das angefochtene Dekret auf einem Dekretvorschlag beruhte. In Anwendung der Artikel 3 bis 6 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 20. Juli 2006 « über die Verhandlung mit den Vertretungs- und Koordinierungsorganen der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der subventionierten PMS-Zentren » kann der Verhandlungsausschuss nämlich bei der Annahme eines Dekretvorschlags nicht konsultiert werden.

B.4.2. Mit den angefochtenen Bestimmungen werden die Finanzierungsarten für die mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragte öffentliche Einrichtung festgelegt. Sie gewähren dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesen zusätzliche Finanzmittel.

In ihrer Eigenschaft als Vertretungs- und Koordinierungsorgan des von der Französischen Gemeinschaft anerkannten katholischen Unterrichtswesens verfolgt die klagende Partei gemäß ihrer Satzung insbesondere den Zweck, den in ihr zusammengeschlossenen Organisationsträgern und Lehranstalten dabei zu helfen, « ihre Aufgabe des funktionellen öffentlichen Dienstes auf dem Gebiet der Erziehung und des Unterrichts zu erfüllen » (Artikel 3 § 1 Absatz 1). Sie ist auch « der Sprecher der Mitglieder, deren Verteidigung und Förderung sie mit jedem als geeignet angesehenen Mittel übernimmt » (Artikel 3 § 1 Absatz 2).

Die klagende Partei kann von den angefochtenen Bestimmungen, mit denen einer anderen Kategorie von Organisationsträgern neue finanzielle Mittel gewährt werden, unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden. Es ist nicht notwendig, dass eine etwaige Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen einen sofortigen Vorteil für sie zur Folge hat. Der Umstand, dass die klagende Partei die Möglichkeit erhalten würde, dass sich die Situation der in ihr zusammengeschlossenen Organisationsträger verbessert, um ihnen zu helfen, ihre Aufgabe des öffentlichen Dienstes des Unterrichts auszuführen, ist ausreichend, um ihr Interesse an einer Anfechtung dieser Bestimmungen nachzuweisen.

Die Einrede wird abgewiesen.

In Bezug auf den Klagegrund zu den Artikeln 37, 38 und 39 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019

B.5. Aus den Ausführungen zum ersten Klagegrund geht hervor, dass der Gerichtshof gebeten wird, über die Vereinbarkeit der Artikel 37, 38 und 39 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 mit Artikel 24 § 4 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 24 § 1 der Verfassung zu befinden, insofern diese Bestimmungen zu einem ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen einerseits dem Organisationsträger des Unterrichtsnetzes der Französischen Gemeinschaft und seinen Unterrichtsanstalten und andererseits den Organisationsträgern und den Unterrichtsanstalten der subventionierten Netze führen würden.

Durch die angefochtenen Bestimmungen würden allein dem Organisationsträger des Unterrichtsnetzes der Französischen Gemeinschaft und seinen Unterrichtsanstalten finanzielle Mittel vorbehalten, die nicht durch objektive und legitime Unterschiede zwischen dem von WBE organisierten Unterrichtswesen und dem subventionierten Unterrichtswesen gerechtfertigt und unverhältnismäßig seien, sodass gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung verstoßen würde.

B.6. Artikel 24 § 4 der Verfassung bestimmt:

« Alle Schüler oder Studenten, Eltern, Personalmitglieder und Unterrichtsanstalten sind vor dem Gesetz oder dem Dekret gleich. Das Gesetz und das Dekret berücksichtigen die objektiven Unterschiede, insbesondere die jedem Organisationsträger eigenen Merkmale, die eine angepasste Behandlung rechtfertigen ».

B.7. Obwohl die Gleichbehandlung der Unterrichtsanstalten als Prinzip gilt, schließt Artikel 24 § 4 der Verfassung eine unterschiedliche Behandlung nicht aus, unter der Bedingung, dass sie auf « den jedem Organisationsträger eigenen Merkmalen » gründet. Um in Bezug auf den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung einen Behandlungsunterschied zwischen den Unterrichtsanstalten der Unterrichtsnetze zu rechtfertigen, reicht es jedoch nicht aus, auf objektive Unterschiede zwischen diesen Anstalten zu verweisen. Es muss überdies nachgewiesen werden, dass der angeführte Unterschied hinsichtlich der geregelten Angelegenheit sachdienlich ist, um einen Behandlungsunterschied vernünftig zu rechtfertigen. Andererseits ist der Gleichheitsgrundsatz in Bezug auf das Unterrichtswesen nicht von den anderen in Artikel 24 der Verfassung enthaltenen Garantien zu trennen, insbesondere der Unterrichtsfreiheit.

B.8. Zu den Finanzierungsmechanismen, die von dem ersten Vorschlag für das Sonderdekret vom 7. Februar 2019 vorgesehen waren, hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unter Bezugnahme auf mehrere Entscheide des Gerichtshofs angemerkt:

« Le législateur devra donc être en mesure, compte tenu également du système global de financement de l'enseignement, de démontrer que le financement particulier dont bénéficierait WBE, tel qu'il est prévu par les articles 39 et 40 de la proposition est justifié par des différences objectives entre l'enseignement organisé par WBE et l'enseignement subventionné » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2018-2019, Nr. 704/2, S. 18).

B.9.1. Das Sonderdekret vom 7. Februar 2019 stützt sich auf Artikel 24 § 2 der Verfassung. Diese Bestimmung ermächtigt die öffentliche Behörde, die der Organisationsträger im offiziellen Unterrichtswesen ist, ihre Befugnisse einem oder mehreren autonomen Organen durch ein mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen angenommenes Dekret zu übertragen.

B.9.2. In den Vorarbeiten heißt es:

« La présente proposition de décret met en place une structure publique autonome dotée d'une personnalité juridique distincte chargée de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Elle doit permettre de renforcer WBE en améliorant sa gouvernance, son service aux élèves, ses performances, l'accompagnement et le soutien de ses personnels, en renforçant l'autonomie des chefs d'établissement, tout en garantissant sa neutralité et son caractère public.

La création d'un organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française nécessite notamment la création d'une administration centrale rassemblant les différents services en charge de WBE au sein de l'AGE et du reste du Ministère, la capacité pour cette administration centrale d'assumer en autonomie l'ensemble des services support nécessaires à la gestion de WBE, la création de structures intermédiaires décentralisées au niveau zonal, l'amélioration de la capacité de gestion des bâtiments scolaires de ce pouvoir organisateur, la pérennisation d'un modèle de financement propre à WBE en tant qu'enseignement organisé par la Fédération.

De même, la proposition de décret doit permettre d'effectuer la distinction avec le pouvoir régulateur dans les meilleurs délais. Le choix d'une structure publique autonome dotée d'une personnalité juridique distincte permet à WBE d'acquérir une réelle autonomie en termes de définition de ses orientations stratégiques, de gestion opérationnelle et de choix budgétaires.

WBE, son organe de gestion et son fonctionnaire dirigeant, doivent disposer de l'ensemble des compétences nécessaires afin que l'administration générale de l'enseignement soit en capacité de jouer pleinement son rôle de régulateur du système scolaire.

La création de la structure publique autonome dotée d'une personnalité juridique distincte interviendra en septembre 2019.

Les compétences de WBE comprennent, outre la définition et la gestion du budget, notamment la gestion du patrimoine, la gestion des personnels, la communication, et l'évaluation de ses fonctionnaires généraux.

Compte tenu de l'ampleur des changements à mener et des progrès à réaliser, une capacité forte de pilotage au niveau central est mise en place. Un niveau intermédiaire entre le niveau central et les établissements est développé au niveau des dix zones d'enseignement » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2018-2019, Nr. 737/1, SS. 4 und 5).

B.9.3. In Bezug auf die angefochtenen Artikel 37 bis 39 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 heißt es in den Vorarbeiten:

« Article 37

Cette disposition prévoit que WBE reçoit une dotation annuelle. Cette dotation annuelle doit couvrir l'ensemble des frais généraux de l'organisme WBE et non pas des établissements qui en dépendent ou des organismes auxquels il participe (SPABS par exemple), lesquels continuent à être financés selon les dispositions qui leurs sont applicables.

La dotation annuelle doit, en outre, permettre à WBE d'exercer l'ensemble des obligations fixées dans son contrat de gestion.

WBE continue bien entendu de bénéficier par ailleurs des décrets prévoyant l'octroi de moyens ou de ressources pour des motifs spécifiques, comme par exemple le financement des infrastructures scolaires et le financement de conseillers pédagogiques.

Article 38

Cette disposition prévoit ce que comprend la dotation annuelle visée à l'article 37.

La dotation comprend trois parties :

- Premièrement, un montant forfaitaire permettant de couvrir tous les frais généraux de WBE et les obligations du contrat de gestion, à l'exception des frais de personnel résultant des transferts visés à l'article 61 (soit du personnel transféré depuis le Ministère) et du coût des infrastructures administratives de WBE (bâtiments administratifs);

- Deuxièmement, un montant évolutif fixé par le Gouvernement correspondant aux coûts salariaux à la date du transfert des membres du personnel transférés en exécution de l'article 61 majoré de 17 % . La majoration est destinée à couvrir forfaitairement les frais d'équipement, de téléphone, de papier, de mobilité, etc., par membre du personnel. Les 17 % de frais de fonctionnement sont calculés sur la base d'une étude comparative des autres organismes d'intérêt public de la Fédération. Le coût de ce personnel n'est pas repris dans le premier montant forfaitaire parce qu'il est évolutif. En outre, l'alinéa 2 de la disposition prévoit que ce montant est plafonné à partir de l'année 2021.

- Troisièmement, un montant complémentaire fixé par le Gouvernement pour couvrir le coût des infrastructures administratives de WBE, soit les bâtiments administratifs de WBE. Ce coût n'est pas repris dans le premier montant forfaitaire parce que les principaux frais d'infrastructures restent à charge de l'administration tant que la plus grande part des transferts visés à l'article 61 n'est pas effectuée. Durant cette période, comme précisé à l'article 77, la Communauté française met gratuitement à disposition de WBE les locaux nécessaires à l'exercice de ses compétences. Le montant maximal prévu est calculé d'ailleurs en référence aux charges d'infrastructures administratives qui pèsent actuellement sur le budget de la Communauté française pour le personnel considéré.

L'alinéa 3 de la disposition commentée prévoit le mode d'indexation des dotations et plafonds.

La disposition commentée est adoptée à la majorité ordinaire. Elle pourra, donc, être modifiée par le législateur ordinaire dans le respect de la règle générale fixée à l'article 37 qui garantit à WBE qu'il disposera toujours des moyens nécessaires pour couvrir l'ensemble de ses frais de fonctionnement et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion.

Article 39

[...]

Le paragraphe 3 de cette disposition prévoit que des transferts financiers peuvent intervenir entre les établissements et WBE, que ce soit depuis WBE vers les établissements ou depuis les établissements vers WBE. Cela permet à WBE de soutenir les établissements en difficultés et de donner aux établissements les moyens nécessaires à l'exercice des compétences qui leur auraient été déléguées. Cela permet aussi à WBE de disposer des moyens nécessaires à l'organisation de services de supports aux établissements. On pense notamment à la centralisation des achats ou au support lors de la passation de contrats publics » (ebenda, SS. 15-16).

B.10.1. Der Behandlungsunterschied zwischen dem Organisationsträger des Unterrichtswesens der Französischen Gemeinschaft und den Organisationsträgern des subventionierten Unterrichtswesens beruht auf einem objektiven Kriterium. Im Gegensatz zum subventionierten Unterrichtswesen, das mit einem funktionellen öffentlichen Dienst beauftragt ist, der von einer großen Zahl von unterschiedlichen und eigenständigen Organisationsträgern organisiert wird, untersteht das Unterrichtswesen der Französischen Gemeinschaft einem einzigen Organisationsträger.

Gemäß der Ermächtigung, die ihm in Artikel 24 § 2 der Verfassung erteilt wird, konnte der Sonderdekretgeber neue Bestimmungen über die Organisation des Organisationsträgers dieses Unterrichtsnetzes annehmen.

Die Schaffung einer autonomen öffentlichen Einrichtung, die damit beauftragt ist, von nun an die Funktion des Organisationsträgers für das von der Französischen Gemeinschaft organisierte Unterrichtswesen auszuüben, dient diesbezüglich einem legitimen Ziel, nämlich den Organisationsträger des vom offiziellen Netz der Französischen Gemeinschaft erteilten Unterrichtswesens von der Regulierungsbehörde zu unterscheiden, die damit beauftragt ist, für die drei Unterrichtsnetze der Französischen Gemeinschaft die Verfassungsbestimmungen umzusetzen, in denen die Unterrichtsfreiheit und das Recht auf Bildung für sämtliche Lehrkräfte, Eltern und Schüler gewährleistet sind.

B.10.2. Die klagende Partei beanstandet nicht, dass die Einrichtung dieser neuen Struktur die Gewährung von neuen finanziellen Mitteln für WBE durch das Sonderdekret vom 7. Februar 2019 in Form einer jährlichen Dotation (Artikel 37), deren Beträge in drei Teile unterteilt sind (Artikel 38), beinhaltet.

Sie führt jedoch an, dass die WBE zugewiesenen Beträge unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichheit der Netze nicht gerechtfertigt seien und dass sie die Zuschüsse, die insbesondere dem Netz des subventionierten freien Unterrichtswesens zugutekommen könnten, ungünstig beeinflussen könnten.

Die klagende Partei bemängelt insbesondere die fehlende Verhältnismäßigkeit, was den in Artikel 38 Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Betrag der Dotation betrifft.

B.11.1. Wie in B.9.3 erwähnt, ist die in dem angefochtenen Artikel 37 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 erwähnte jährliche Dotation zur Finanzierung des Betriebs und der Organisation von WBE bestimmt.

Nach dem angefochtenen Artikel 38 besteht diese Dotation aus drei Beträgen.

Der Betrag von 10 000 997 Euro muss es ermöglichen, sämtliche allgemeinen WBE-Kosten abzudecken und alle Aufträge auszuführen, die in dem Geschäftsführungsvertrag, der spätestens am 30. September 2020 geschlossen werden muss, festgelegt sind.

Selbst wenn der vorgenannte Betrag WBE noch vor dem Abschluss des Geschäftsführungsvertrags zugewiesen wird, kann daraus im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei anführt, nicht geschlossen werden, dass dieser Betrag den Unterrichtsanstalten der Französischen Gemeinschaft zugutekommen würde.

Aus den Artikeln 21 und 22 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019, die von der klagenden Partei nicht angefochten werden, ergibt sich insbesondere, dass neue spezifische Mandate geschaffen werden müssen, die innerhalb des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft nicht existierten. Auch müssen Unterstützungsamter, die spezifische Anwerbungen erfordern, geschaffen und finanziert werden.

Die in Artikel 39 § 3 vorgesehenen finanziellen Transfers können nicht als Dotation, die die Französische Gemeinschaft sich als Regulierungsbehörde gewähren würde, oder Zuschüsse für eine von der Französischen Gemeinschaft organisierte Unterrichtsanstalt eingestuft werden. Diese Bestimmung bezieht sich nur auf finanzielle Transfers, die der Organisationsträger WBE an eine oder mehrere Unterrichtsanstalten, die er in dieser Eigenschaft organisiert, beschließen kann.

B.11.2. Im Übrigen obliegt es nicht dem Gerichtshof zu beurteilen, ob die von den Artikeln 37 bis 39 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 eingeführten Dotationen zweckmäßig oder wünschenswert sind. Sofern diese Maßnahmen nicht im Hinblick auf die Zielsetzung unverhältnismäßig sind und sie den Finanzierungsbedarf des Unterrichtswesens in der Französischen Gemeinschaft objektiv berücksichtigen, gehört die Entscheidung über die Finanzierungsarten von WEB zur Ermessensbefugnis des Dekretgebers.

B.11.3. Schließlich weist die klagende Partei nicht nach, wie und inwiefern die durch die angefochtenen Artikel 37 bis 39 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 zuerkannten Beträge die Bezuschussung reduzieren würden, die den in ihr zusammengeschlossenen Organisationsträgern zugutekommt, oder sie die Unterrichtsfreiheit, wie sie in Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistet ist, beeinträchtigen würden.

Der erste Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den Klagegrund zu Artikel 56 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019

B.12. Der zweite Klagegrund richtet sich gegen den vorerwähnten Artikel 56 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019. Die klagende Partei beanstandet im Wesentlichen, dass die angefochtene Bestimmung die Ausnahmeregelung, die in Artikel 18 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 12. Juli 2001 « zur Verbesserung der materiellen Bedingungen der Schulen des Grundschul- und Sekundarunterrichts » (nachstehend: Dekret vom 12. Juli 2001) vorgesehen ist, um zwanzig Jahre verlängert. Die klagende Partei führt an, dass diese Bestimmung, die ihrer Auffassung nach jeder objektiven und vernünftigen Rechtfertigung entbehrt, zur Folge habe, dass die Anstalten des Unterrichtsnetzes der Französischen Gemeinschaft zum Großteil weiterhin eine um 50 % höhere Finanzierung erhalten würden als die in Anwendung der allgemeinen Regelung vorgesehene Finanzierung. Diese Bestimmung verstoße gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 24 § 1 der Verfassung, sowie mit dem allgemeinen Grundsatz des berechtigten Vertrauens.

B.13. In den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung heißt es:

« Cet article reporte de 20 ans la sortie de l'application aux établissements de l'enseignement secondaire ordinaire et aux établissements d'enseignement spécialisé organisés par la Communauté de l'article 18 du décret de la Saint-Boniface.

La sortie pure et simple du mécanisme dérogatoire prévu par l'article 18 du décret précité aurait des conséquences financières très négatives pour une majorité des écoles concernées. Dans un contexte marqué par de nombreuses évolutions législatives liées au Pacte pour un enseignement d'excellence et par les profondes mutations organisationnelles prévues pour le réseau WBE, il convient d'éviter de déstabiliser l'organisation de son offre d'enseignement, d'autant plus au regard de l'importante pression démographique connue actuellement et attendue dans les années à venir. En prolongeant l'application du mécanisme dérogatoire défini par l'article 18, il s'agit de garantir transitoirement la continuité des missions du réseau et des réponses apportées aux besoins sociaux.

Cette disposition est adoptée à la majorité ordinaire » (*Dok. Parl.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2018-2019, Nr. 737/1, S. 18).

B.14.1. Die Beteiligung der Französischen Gemeinschaft an den Betriebskosten der Lehranstalten hat die Form von Dotationen für die Schulen von WBE und von Zuschüssen für die Schulen der anderen Unterrichtsnetze.

In Artikel 1 des Dekrets vom 12. Juli 2001, dessen Grundlage Artikel 3 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 « zur Abänderung bestimmter Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen » (nachstehend: Gesetz vom 29. Mai 1959) ist, ist ein allgemeiner Finanzierungsgrundsatz, der auf der Gewährung einer Pauschalen pro Schüler beruht, wobei nach den Schulebenen, den Unterrichtsformen und -arten unterschieden wird, verankert.

Seit dem Inkrafttreten des vorerwähnten Dekrets gilt für diesen allgemeinen Grundsatz eine in Artikel 18 enthaltene Ausnahme. Diese Bestimmung sieht vor, dass die durch Artikel 3 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 festgelegten Dotationen in der im Jahr 2001 überarbeiteten Fassung nicht zu geringeren als den 2001 zuerkannten Beträgen führen können. Diese Ausnahmeregelung verhindert die Anwendung der sogenannten « 75 % »-Regel, nach der die Französischen Gemeinschaft dort, wo sie 100 Euro je bei einer ihrer eigenen Unterrichtsanstalten angemeldetem Schüler ausgibt, 75 Euro je bei einer subventionierten Unterrichtsanstalt angemeldetem Schüler gewährt.

Ogleich die in Artikel 18 des Dekrets vom 12. Juli 2001 vorgesehene Ausnahmeregelung, die zur Zeit ihrer Annahme durch die Befürchtung gerechtfertigt war, dass die Unterrichtsanstalten der Französischen Gemeinschaft hohe finanzielle Einbußen erleiden würden, als eine Übergangsregel für einen Zeitraum von 2002 bis 2010 gedacht war, wurde sie zuerst bis 2014 und sodann bis 2018 verlängert.

B.14.2. Auch wenn angenommen werden kann, dass die Wiederherstellung einer Gleichbehandlung, wenn sie schwerwiegende finanzielle Folgen hat, eine gewisse Frist erfordert, oblag es dem Dekretgeber vom 7. Februar 2019 die Aufrechterhaltung der Ungleichheit zwischen den von der Französischen Gemeinschaft über WBE organisierten Unterrichtsanstalten und den von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterrichtsanstalten bei der Finanzierung bis 2038 zu rechtfertigen.

Die Rechtfertigungen in den Vorarbeiten, auf die in B.13 eingegangen wurde, zeigen nicht, inwiefern die Beendigung der Ausnahmeregelung « sehr negative finanzielle Folgen für eine Mehrheit der betroffenen Schulen hätte ». Es wird auch nicht nachgewiesen, warum « die zahlreichen mit dem Pakt für Exzellenz im Bildungswesen verbundenen Änderungen » und « das Ausmaß des in den kommenden Jahren erwarteten demografischen Drucks » die Unterrichtsanstalten des Gemeinschaftsnetzes in einem Kontext beschleunigter Vereinheitlichung des Betriebs aller von den öffentlichen Behörden finanzierten Unterrichtsanstalten und der Ausweitung der Auflagen der Gebührenfreiheit mehr betreffen würden als die subventionierten Unterrichtsanstalten.

Mangels einer spezifischen Rechtfertigung in Bezug auf die Situation von WBE und ihrer Unterrichtsanstalten verstößt die Verlängerung der in Artikel 18 des Dekrets vom 12. Juli 2001 enthaltenen Ausnahmeregelung, die durch den angefochtenen Artikel 56 vorgenommen wurde, gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung.

B.15. Der zweite Klagegrund ist begründet. Artikel 56 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 ist daher für nichtig zu erklären.

B.16. Damit einerseits vermieden wird, dass die Nichtigerklärung von Artikel 56 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 die finanzielle Situation der von WBE organisierten Unterrichtsanstalten rückwirkend ändert und die Fortführung der Erteilung des Unterrichts gefährdet, und damit es andererseits dem Dekretgeber ermöglicht wird, neue Regeln über die Betriebskosten dieser Unterrichtsanstalten im Einklang mit Artikel 24 § 4 der Verfassung anzunehmen, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung, wie im Tenor angegeben, aufrechtzuerhalten.

In Bezug auf den Klagegrund zu Artikel 63 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019

B.17. Der dritte Klagegrund richtet sich gegen Artikel 63 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019. In einem ersten Teil bemängelt die klagende Partei die Einführung eines Inanspruchnahmerechts durch die angefochtene Bestimmung, das es WBE gestattet, zusätzliche Personalressourcen zu erhalten, sodass die Gleichheit der Unterrichtsnetze aufgehoben würde, ohne dass dafür eine zulässige Rechtfertigung bestünde. In einem zweiten Teil führt sie an, dass dieselbe Bestimmung gegen Artikel 24 § 5 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 24 § 15 der Verfassung aus dem Grund verstoßen würde, dass die von der Regierung vorgenommene Befugnisübertragung auf dem Gebiet der Übertragung von Personal übermäßig sei und daher gegen das Legalitätsprinzip verstoße.

B.18. In den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung heißt es:

« Cette disposition finale organise le transfert de membres du personnel contractuel ou statutaire du Ministère vers WBE.

[...]

Les membres du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles de l'Administration générale de l'Enseignement, à l'exception de membres du personnel dédiés à certaines tâches spécifiques, ne pourront être transférés à WBE qu'entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2023. Le Gouvernement est habilité à proroger ce délai. Ce décalage doit permettre de procéder, d'une part, à une réorganisation préalable de ces services au sein de l'administration et, d'autre part, de procéder à une objectivation des besoins de l'organe public autonome. Ces besoins seront évalués notamment en fonction du développement de nouveaux outils informatiques pour la gestion du personnel et de la création éventuelle d'une régie des bâtiments de la Communauté française. Le Gouvernement procède à ces transferts de manière progressive en accord avec le Conseil WBE qui aura remis préalablement le rapport visé à l'alinéa 2. Pour le surplus, ces transferts seront effectués selon les modalités fixées par le Gouvernement en application du paragraphe 2.

Ces transferts ne sont pas de nouvelles nominations. Ils n'ouvrent pas de nouvelles voies de recours permettant de contester l'engagement, la désignation ou la nomination originaire des membres du personnel transférés.

Le paragraphe 2 de cette disposition prévoit que le Gouvernement détermine la date et les modalités de transfert des membres du personnel, après concertation avec les organisations représentatives du personnel.

Ainsi, le Gouvernement pourrait décider que les transferts de personnel seront progressifs, en fonction des besoins de WBE qui sont susceptibles d'évoluer dans les premiers mois ou années de son fonctionnement.

Le Gouvernement fixe également les règles régissant la procédure de transfert des membres du personnel du Ministère vers WBE. Il pourrait ainsi, par exemple, prévoir que sont d'abord transférés les candidats volontaires et ensuite, au besoin, transférer d'office des membres du personnel. Il pourrait également, par exemple, décider de transférer d'office tous les membres du personnel répondant aux conditions qu'il fixe ou encore prévoir des procédures de sélection des membres du personnel à transférer.

Le Gouvernement dispose donc d'une très grande latitude dans le cadre de la détermination des modalités de transfert des membres du personnel, sous réserve de ce qui concerne les droits acquis des membres du personnel qui doivent être préservés dans les limites suivantes. Le Gouvernement doit prévoir que les membres du personnel sont transférés dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité. Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer leurs fonctions dans leur service d'origine.

Tant que le Gouvernement n'aura pas déterminé les modalités du transfert des membres du personnel sur le plan administratif et pécuniaire, leur statut juridique demeurera régi par les dispositions qui leur étaient applicables au sein du Ministère.

Le paragraphe 3 prévoit que, en ce qui concerne l'enseignement obligatoire, au moins nonante pour cent des membres du personnel transférés sont affectés au niveau zonal. Le personnel concerné est dédié au niveau zonal pour réaliser les missions nécessitant une proximité avec les établissements. En fonction des besoins, il peut être affecté à des missions zonales ou interzonales, nécessitant des synergies. Par conséquent, l'affectation du personnel au niveau zonal ne porte pas préjudice à la possibilité de rassembler dans certaines zones, dans une optique de mutualisation des ressources et des expertises, des agents chargés de jouer le rôle de centre de compétences ou d'appui opérationnel pour la gestion immobilière ou les projets de rénovation et de développement, au profit de plusieurs zones » (ebenda, S. 19).

B.19. Artikel 24 § 5 der Verfassung bestimmt:

« Die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung des Unterrichtswesens durch die Gemeinschaft wird durch Gesetz oder Dekret geregelt ».

Diese Bestimmung drückt den Willen des Verfassungsgebers aus, es dem zuständigen Gesetzgeber zu überlassen, die wesentlichen Elemente des Unterrichtswesens hinsichtlich der Organisation, der Anerkennung und der Bezuschussung zu regeln. Artikel 24 § 5 der Verfassung verlangt, dass die übertragenen Befugnisse sich nur auf die Umsetzung der Grundsätze beziehen, die der Dekretgeber selbst angenommen hat. Hierdurch kann die Gemeinschaftsregierung nicht die mangelnde Präzision dieser Grundsätze beheben oder unzureichend detaillierte Wahlentscheidungen näher ausarbeiten.

B.20. Die Übertragung eines Teils des Personals des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft an WBE fußt auf der Schaffung einer autonomen öffentlichen Einrichtung, die von nun an mit der Funktion des Organisationsträgers für das Unterrichtswesen der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist, unter Ausschluss der Regulierungsbehörde des Unterrichtswesens in der Französischen Gemeinschaft durch das Sonderdekret vom 7. Februar 2019.

Der angefochtene Artikel 63 sieht daher vor, dass ein Teil der Mitglieder des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft, der nicht mehr mit der Funktion des Organisationsträgers beauftragt ist, an die neue Struktur übertragen werden kann, die von nun an mit dieser Funktion beauftragt ist.

Artikel 63 präzisiert vor diesem Hintergrund die Bedingungen für diese Übertragung: nur das für Aufgaben im Zuständigkeitsbereich von WBE eingesetzte Personal kann übertragen werden; die Übertragungen werden von der Regierung auf Antrag und nach gleichlautender Stellungnahme des WBE-Rats vorgenommen. Sie stellen keine neuen Ernennungen dar und die erworbenen Rechte müssen beachtet werden. Schließlich werden die Termine, zu denen diese Übertragungen erfolgen müssen, präzisiert.

Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 56 des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. Februar 2019 « zur Schaffung der mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragten öffentlichen Einrichtung » für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum Inkrafttreten der vom Dekretgeber annehmenden neuen Regeln und spätestens bis einschließlich 31. Dezember 2022 aufrecht;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 1. Oktober 2020.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der Präsident,
F. Daoût

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/204353]

16 MARS 2020. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 07 de la division organique 10 et le programme 22 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020, notamment l'article 96;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 mars 2020;